

RAPPORT ANNUEL 2017 DU DELEGATAIRE

Ville d'Auxerre - Assainissement

Assainissement

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

| Repère visuel | Objectif |
|---|---|
|  | Identifier rapidement nos engagements clés |
|  | Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants |
|  | Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale |

| Gestion du document | Auteur : Cécile THOUVIOT | Date |
|----------------------------|---------------------------------|-------------|
| Validation | Thierry CHANUSSOT | 30/05/2018 |

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2017

Monsieur le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2017.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes opérationnelles se mobilisent au quotidien.

Notre Directeur de Territoire, doté d'un réel pouvoir décisionnaire et résidant au sein de votre territoire, sera le garant du service délivré et des engagements de qualité de Veolia.

Les conséquences de la loi NOTRe font évoluer de façon structurante les compétences qui relèvent des Autorités Organisatrices. Désireux de renforcer la relation de confiance qui nous lie, nous serons à vos côtés pour vous accompagner dans cette période de transition.

De même, la GEMAPI, en renforçant la maîtrise des interfaces entre petit et grand cycle de l'eau, constitue, elle aussi, un nouveau défi pour la qualité des milieux, l'attractivité des territoires et la performance des services d'eau et d'assainissement.

Co-construire, ensemble, un nouveau mode de relation entre le public et le privé, établir de nouveaux « Contrats de Service Public », alliant réactivité, transparence, performance, innovation et digitalisation favoriseront le développement de votre territoire, dont vous avez la belle responsabilité.

Nous vous remercions de faire confiance aux équipes de Veolia Eau France qui œuvrent chaque jour pour donner accès à tous à une eau de qualité 24h/24. Au plus près du terrain, elles ont à cœur de mettre la proximité, la transparence et la qualité de service au centre des missions qui leur sont confiées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems
Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE | 9 |
| 1.1. Un dispositif à votre service..... | 10 |
| 1.2. Présentation du Contrat..... | 13 |
| 1.3. Les chiffres clés | 14 |
| 1.4. L'essentiel de l'année 2017..... | 15 |
| 1.5. Les indicateurs réglementaires 2017 | 18 |
| 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017 | 19 |
| 1.7. Le prix du service public de l'assainissement..... | 21 |
| 2. LES CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION | 23 |
| 2.1. Les abonnés du service et l'assiette de la redevance..... | 24 |
| 2.2. La satisfaction des clients..... | 25 |
| 2.3. Données économiques..... | 26 |
| 3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE | 29 |
| 3.1. L'inventaire des installations..... | 30 |
| 3.2. L'inventaire des réseaux | 35 |
| 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine | 36 |
| 3.4. Gestion du patrimoine | 38 |
| 4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE | 41 |
| 4.1. La maintenance du patrimoine | 42 |
| 4.2. L'efficacité de la collecte | 45 |
| 4.3. L'efficacité du traitement..... | 49 |
| 4.4. L'efficacité environnementale | 51 |
| 5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE | 53 |
| 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) | 54 |
| 5.2. Situation des biens | 56 |
| 5.3. Les investissements et le renouvellement..... | 57 |
| 5.4. Les engagements à incidence financière | 58 |
| 6. ANNEXES | 61 |
| 6.1. La facture 120m3 | 62 |
| 6.2. Le bilan énergétique du patrimoine..... | 63 |
| 6.3. Les engagements spécifiques au service..... | 66 |
| 6.4. Annexes financières | 67 |
| 6.5. Reconnaissance et certification de service | 76 |
| 6.6. Actualité réglementaire 2017 | 78 |
| 6.7. Glossaire..... | 86 |
| 6.8. Annexe 1 Curage | 91 |
| 6.9. Annexe 2 Opérations préventives..... | 98 |
| 6.10. Annexe 3 ITV | 102 |
| 6.11. Annexe 4 Boite de branchements..... | 104 |
| 6.12. Annexe 5 Alarmes | 106 |
| 6.13. Annexe 6 Incidents..... | 108 |
| 6.14. Annexe 7 sous produits de curage | 109 |
| 6.15. Annexe 8 tableau de bord..... | 112 |
| 6.16. Annexe 9 Contrôle de conformité..... | 113 |
| 6.17. Attestations d'assurances | 114 |



1. L'essentiel de l'année

1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

20 avenue Champlero
89000 AUXERRE
Mardi de 8h à 12h
Vendredi de 14h à 16h30



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



À VOTRE ÉCOUTE

-  www.veoliaeau.fr
Pour toutes vos démarches en ligne
-  **Service pour les sourds ou les malentendants**
Accessible depuis notre site internet
-  **0 969 323 458***
Lundi à vend. : 8h à 19h
Samedi : 9h à 12h
Urgences techniques : 7j/7
24h/24
-  **Nos Apps**
Disponible sur iOS
et Android
-  **Veolia Eau**
TSA 50119
37911 TOURS
CEDEX 9

 **VEOLIA**

*Numéro non surtaxé



Des équipes locales à votre écoute



- 47 contrats de service public
- 29 200 abonnés desservis en eau potable
- 32 000 abonnés desservis en eaux usées
- 49 usines d'eau potable
- 18 usines de dépollution
- 44 agents à votre service

L'équipe de Direction



Thierry CHANUSSOT
Directeur du Territoire
Mob. : 06.03.80.57.34
thierry.chanussot@veolia.com



Nicolas GAUVRIT
Directeur des Opérations
Mob. : 06.14.61.96.25
nicolas.gauvrit@veolia.com

Vos interlocuteurs au quotidien



Cécile THOUVIOT
Manager de Service Local
Auxerre
Mob. : 06.20.96.92.39



Amandine ROBIN
Manager de Service Local
Saint-Valérien
Mob. : 06.01.07.21.39



Matthieu DE RANCOURT
Manager de Service Local
Châtillon/Seine
Mob. : 06.18.27.15.57



Jean-François CHOUARD
Manager de Service Local
Avallon
Mob. : 06.18.27.15.57

VOTRE ÉQUIPE RÉGIONALE

La Direction Régionale de Veolia est au service de nos territoires. Elle met à leur disposition l'expertise, l'innovation et les bonnes pratiques développées au niveau du groupe.



La région Centre-Est

2-4 avenue des Canuts
69120 Vaulx-en-Velin
Tel. 04 26 20 61 00

Directeur Régional

Cyril CHASSAGNARD

Directeur des Opérations

Franck TEXIER

Directeur du Développement

Stéphane LAURENT



CHIFFRES CLÉS

- **10** territoires
- **1 389** collaborateurs
- **274** contrats de délégation de service public

Eau potable

- **1 879 715** habitants desservis
- **16 616** km de conduites (hors branchements)
- **340** installations de production d'eau potable

Assainissement

- **380 524** habitants desservis
- **4 524** km de conduites (hors branchements)
- **282** stations d'épuration

1.2. Présentation du Contrat

Données clés

| | |
|---------------------------------------|--|
| ◆ Déléguataire | VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux |
| ◆ Périmètre du service | AUXERRE |
| ◆ Numéro du contrat | B7431 |
| ◆ Nature du contrat | Affermage |
| ◆ Date de début du contrat | 01/01/2015 |
| ◆ Date de fin du contrat | 31/12/2022 |
| ◆ Les engagements vis-à-vis des tiers | |

En tant que déléguataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

| Type d'engagement | Tiers engagé | Objet |
|----------------------|--------------|--|
| déversement effluent | MONETEAU | Convention déversement réciproque Monéteau |
| déversement effluent | PERRIGNY | Convention de déversement Perrigny |

◆ Liste des avenants : Aucun

1.3. Les chiffres clés

Chiffres clés



36 836

Nombre d'habitants desservis



18 882

Nombre d'abonnés
(clients)



292

Longueur de réseau
(km)

1.4. L'essentiel de l'année 2017

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

L'année 2017 a été marquée par plusieurs évènements :

INTRUSION AU BASSIN DES CHAINETTES

En 2017, plusieurs intrusions ont encore été constatées au bassin de Chainette Quai de la marine. Afin d'éviter que des personnes étrangères au service ne pénètrent dans le bassin, les poignées de porte coté Quai de la marine, qui servaient de prises pour forcer l'ouverture des portes, ont été supprimées. L'accès au bassin depuis l'extérieur ne se fait donc plus que par le coté parking.

Concernant, les caillebotis des DO, ceux-ci ne peuvent être condamnés car ils servent d'accès aux équipements de surveillance du bassin. Bien qu'actuellement verrouillés par des systèmes vissés, ils sont régulièrement ouverts et des intrusions dans les ouvrages sont constatés.

MISE EN CHARGE DU RESEAU ROUTE DE VAUX :

Ce bassin versant est fortement impacté par les infiltrations d'eaux claires parasites et ce malgré un chemisage réalisé avant 2003. De nombreuses infiltrations provenant des branchements particuliers et des regards en domaine public ont été identifiés lors de l'ITV, réalisée par le précédent délégataire, en 2013. Le diagnostic permanent GESCIIRA a permis d'estimer à plus de 1 200 m³/j le volume d'eaux claires transitant par le poste de relevage de la Noue.

L'élimination de ces eaux claires est indispensable au bon fonctionnement du système d'assainissement et permettra de diminuer significativement le nombre de déversement au milieu naturel du DO J situé directement en aval. L'élimination de ces ECP permettra également d'abaisser le niveau dans le collecteur de rive et donc de faciliter la vidange du bassin d'orage des chainettes. En 2017, Veolia a réalisé un test d'étanchéification de regards chemin de la route de Vaux pour valider une méthode de réduction de ECP sans terrassement.

ETAT DU PATRIMOINE :

Les installations de relevage présentent une vétusté importante et une non-conformité aux règles de sécurité : absence de barreaux anti chute ou présence d'équipements non conformes aux prescriptions de la CRAM, absence de contrôle réglementaire sur les équipements de levage, protection collective non conforme.

Veolia a proposé en 2016 à la collectivité un devis de remise à niveau de ces installations afin de garantir la sécurité du personnel et des riverains et la mise en conformité réglementaire des installations.

1.4.2. INSUFFISANCES ET PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION

BASSIN DE CHAINETTE

- Les mesures de débits transitant ne sont pas fiables. Suite à l'expertise de la société Nivus, fournisseur des équipements, 5 sondes de mesure Ultrason ont été installées afin de remplacer les mesures des sondes hauteurs existantes. Les difficultés d'accès aux sondes, notamment la sonde canal nord, n'a pas encore permis de fiabiliser la mesure sur ce point.
- Les déversements des regards DO C et DO C' constatés lors de forts épisodes pluvieux en cas de fermetures des vannes hydraulique n'ont pas été expliqués par l'étude Safège d'août 2015. Le bureau d'étude préconise la mise en place d'un équipement permettant de réduire la vitesse du flux d'écoulement vers le milieu naturel. L'installation de cet ouvrage est prévu en 2018 par la collectivité. Cet ouvrage n'a pas pour objectif de limiter le nombre de déversement au milieu naturel.
- L'ouvrage ne respecte pas son arrêté préfectoral d'autorisation limitant à 12 par an le nombre de déversements au milieu naturel. Effectivement, la vidange du bassin étant fortement contrainte par le niveau dans le collecteur de rive, le remplissage de celui-ci est fortement limité et ne permet donc pas la captation de toutes les eaux de pluies du bassin versant. A noter : le bassin est dimensionné pour les pluies mensuelles et non exceptionnelles et n'a donc pas d'obligation pour les pluies supérieures - Il est précisé que la vidange doit être faite dans les 24h. Les travaux réalisés par la collectivité rue Denfert Rochereau et porte de Paris devraient permettre une réduction des déversements.
- Les essais en charges des équipements de levage ont été réalisés en 2017.
- Les équipements de protections collectives et notamment les grilles anti chutes sur les regards d'accès aux pompes du bassin ne sont pas conformes à la réglementation. Veolia prendra en charge le remplacement de ces équipements pour la sécurité de son personnel.
- En 2017, une étude concernant l'optimisation du fonctionnement du bassin a été réalisée. Celle-ci a montré que la mise en place des variateurs de fréquences sur les pompes de vidanges du bassin a suffisamment écrêté le pic de débit pour que la vidange du bassin n'ait plus d'impact sur le fonctionnement du bassin d'orage en tête de la station d'épuration du SIETEUA à Appoigny. Toutefois, la performance énergétique de l'installation est dégradée par ce mode de fonctionnement.

POSTE DE RELEVAGE CIGA

Ce poste, initialement adapté au transit des effluents de l'usine Yoplait à Monéteau, est surdimensionné pour le flux actuel. Son positionnement sur la voirie présente un risque permanent pour nos équipes et une gêne à la circulation. Les pompes et les équipements hydrauliques présentent une vétusté très importante et doivent être renouvelés par des modèles plus cohérents avec le débit transitant actuellement. Une réflexion est en cours concernant le renouvellement des équipements. Veolia fera une proposition à la collectivité en 2018.

AUTOSURVEILLANCE

- Le DO A, rue de la Maladière, n'est actuellement pas conforme à la réglementation concernant l'autosurveillance des points de rejet au milieu naturel. Effectivement, ce point devrait être équipé d'une mesure de débit de déversement et le flux de pollution rejeté quantifié. Ce DO déversant moins d'une fois par an, nous vous proposons de le supprimer. Une proposition sera faite à la collectivité en 2018.
- EN 2017, le DO J « prévention routière » a fait l'objet de mesure de pollution rejetée conformément à la réglementation.

1.4.3. EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Le 25 mai 2018 entre en vigueur le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui a pour objet d'harmoniser au niveau européen, les règles en matière de protection des données personnelles. Il s'impose à tout organisme, privé ou public, qui traite des données sur des personnes physiques résidant sur le territoire de l'Union Européenne.

Ce règlement introduit notamment un changement majeur : la preuve de la conformité au Règlement doit être apportée par le Responsable du traitement, c'est à dire par celui qui définit les finalités et les moyens du traitement. Il introduit aussi le principe de co-responsabilité qui pourrait s'appliquer conjointement aux autorités organisatrices et opérateurs de services.

Le Règlement s'appliquant à tous les traitements de données à caractère personnel existants, les collectes et les traitements de données requis dans les contrats de DSP sont susceptibles d'être concernés par la nouvelle réglementation. Il convient donc d'examiner les dispositions contractuelles au regard de ces nouvelles exigences, pour le cas échéant les adapter, afin de ne pas s'exposer à des sanctions dont la sévérité a été considérablement durcie.

1.5. Les indicateurs réglementaires 2017

Service public de l'assainissement collectif

| INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
|--------------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| [D201.0] | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif | Collectivité (2) | 36 862 | 36 836 |
| [D202.0] | Nombre d'autorisations de déversement | Collectivité (2) | - | - |
| [D203.0] | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration | Déléataire | - t MS | - t MS |
| [D204.0] | Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC | Déléataire | 1,37 Euro/m ³ | 1,41 Euro/m ³ |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| [P201.1] | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (2) | 95,00 % | 95,00 % |
| [P202.2] | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité et Déléataire (2) | 120 | 120 |
| [P203.3] | Conformité de la collecte des effluents (*) | Police de l'eau | A la charge de la Police de l'eau | |
| [P204.3] | Conformité des équipements d'épuration | Police de l'eau | A la charge de la Police de l'eau | |
| [P205.3] | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration | Police de l'eau (2) | A la charge de la Police de l'eau | |
| [P206.3] | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes | Déléataire | % | % |
| [P207.0] | Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | 0 | 0 |
| [P207.0] | Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité | Collectivité (2) | 0 | 0 |
| [P251.1] | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers | Déléataire | 0,00 u/1000 habitants | 0,03 u/1000 habitants |
| [P252.2] | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau | Déléataire | 0,55 u/100 km | 0,55 u/100 km |
| [P253.2] | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (2) | | |
| [P254.3] | Conformité des performances des équipements d'épuration | Déléataire | % | % |
| [P255.3] | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées | Collectivité (1) | | 100 |
| [P256.2] | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | Collectivité | A la charge de la collectivité | |
| [P257.0] | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | Déléataire | 0,57 % | 2,77 % |
| [P258.1] | Taux de réclamations | Déléataire | 0,00 u/1000 abonnés | 0,00 u/1000 abonnés |

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017

| LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
|---|---|------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral) | Déléataire | % | % |
| | Conformité réglementaire des rejets (directive européenne) | Déléataire | % | % |
| LA GESTION DU PATRIMOINE | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| | Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires | Déléataire | 6 871 | 6 884 |
| | Nombre de branchements eaux pluviales | Déléataire | 2 803 | 2 807 |
| | Nombre de branchements neufs | Déléataire | 10 | 17 |
| | Linéaire du réseau de collecte | Collectivité (2) | 181 828 ml | 182 060 ml |
| | Nombre de postes de relèvement | Déléataire | 15 | 15 |
| | Nombre d'usines de dépollution | Déléataire | 0 | 0 |
| | Capacité de dépollution en équivalent-habitants | Déléataire | EH | EH |
| COLLECTE DES EAUX USEES | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| | Nombre de désobstructions sur réseau | Déléataire | 76 | 92 |
| | Longueur de canalisation curée | Déléataire | 30 061 ml | 32 872 ml |
| LA DEPOLLUTION | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| | Volume arrivant (collecté) | Déléataire | -m ³ | -m ³ |
| VP176 | Charge moyenne annuelle entrante en DBO5 | Déléataire | - kg/j | - kg/j |
| | Charge moyenne annuelle entrante en EH | Déléataire | - EH | - EH |
| | Volume traité | Déléataire | - m ³ | - m ³ |
| L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| | Masse de refus de dégrillage évacués | Déléataire | t | t |
| | Masse de sables évacués | Déléataire | 427.94 t | 209.49 t |
| | Volume de graisses évacuées | Déléataire | m ³ | m ³ |
| LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION | | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| | Nombre de communes desservies | Déléataire | 1 | 1 |
| VP056 | Nombre total d'abonnés (clients) | Déléataire | 18 998 | 18 882 |
| | - Nombre d'abonnés du service | Déléataire | 19 005 | 18 882 |
| | - Nombre d'autres services (réception d'effluent) | Déléataire | | |
| VP068 | Assiette totale de la redevance | Déléataire | 2 043 819 m ³ | 1 941 745 m ³ |
| | - Assiette de la redevance des abonnés du service | Déléataire | 2 043 819 m ³ | 1 941 745 m ³ |
| | - Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent) | Déléataire | m ³ | m ³ |

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

| LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
|---|-------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Existence d'une mesure de satisfaction clientèle | Délégataire | Mesure statistique d'entreprise | Mesure statistique d'entreprise |
| Taux de satisfaction globale par rapport au Service | Délégataire | 88 % | 85 % |
| Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux | Délégataire | | |
| Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement | Délégataire | | |
| LES CERTIFICATS | PRODUCTEUR | VALEUR 2016 | VALEUR 2017 |
| Certifications ISO 9001, 14001, 50001 | Délégataire | En vigueur | En vigueur |
| Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité | Délégataire | Oui | Oui |

1.7. Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

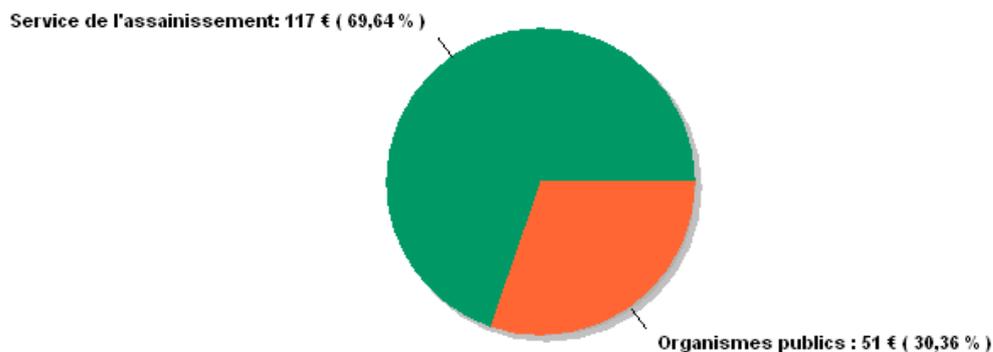
A titre indicatif sur la commune de AUXERRE l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D102.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

| AUXERRE Prix du service de l'assainissement collectif | Volume | Prix Au 01/01/2018 | Montant Au 01/01/2017 | Montant Au 01/01/2018 | N/N-1 |
|--|--------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| Part délégataire | | | 32,36 | 32,66 | 0,93% |
| Consommation | 120 | 0,2722 | 32,36 | 32,66 | 0,93% |
| Part communale | | | 80,69 | 84,72 | 4,99% |
| Consommation | 120 | 0,7060 | 80,69 | 84,72 | 4,99% |
| Organismes publics | | | 36,00 | 36,00 | 0,00% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,3000 | 36,00 | 36,00 | 0,00% |
| Total € HT | | | 149,05 | 153,38 | 2,91% |
| TVA | | | 14,91 | 15,34 | 2,88% |
| Total TTC | | | 163,96 | 168,72 | 2,90% |
| Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 | | | 1,37 | 1,41 | 2,92% |

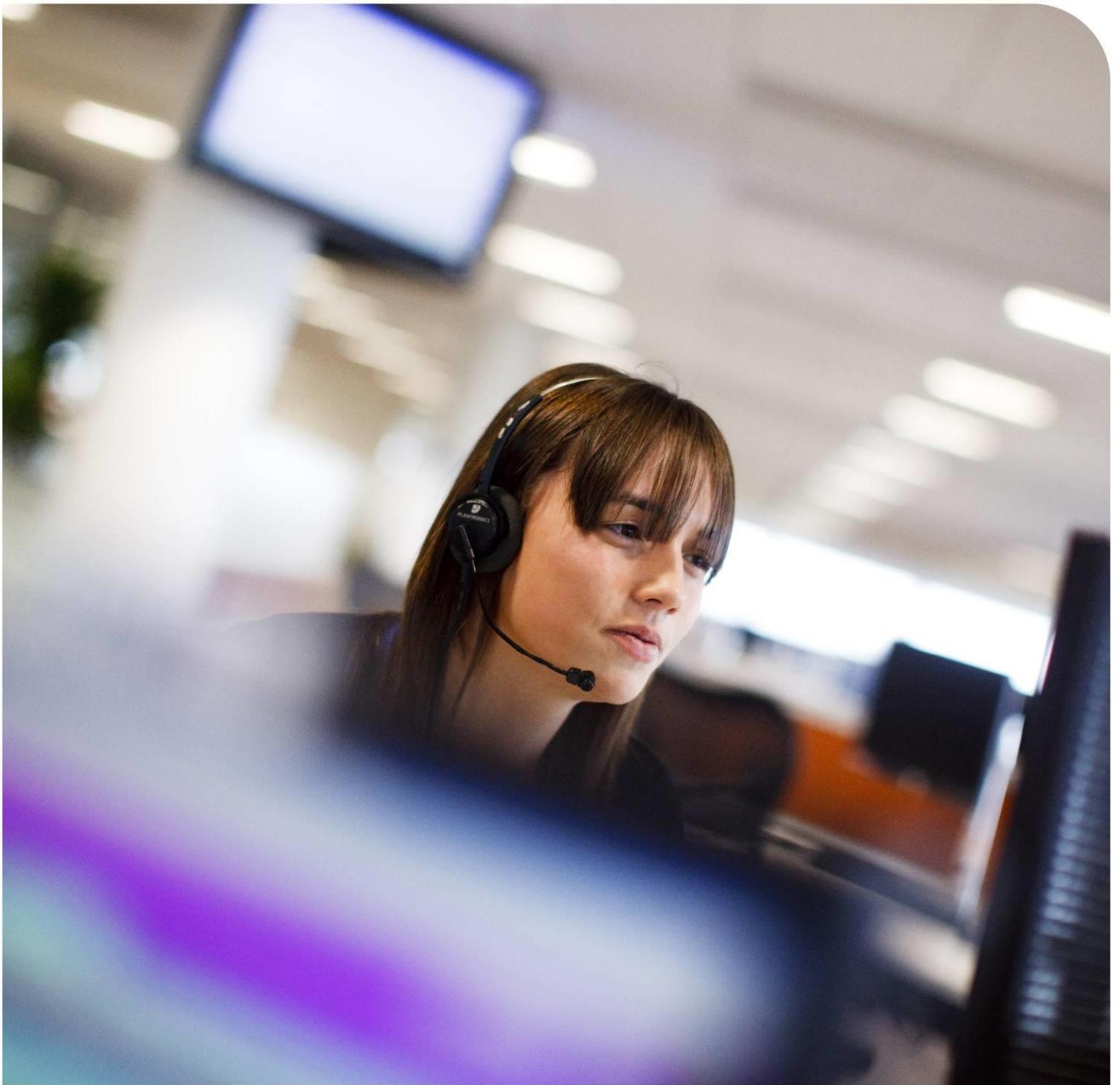
Cette facture 120m3 ne concerne que le service de Collecte de l'assainissement.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune d'AUXERRE

Facture 120m³ / Répartition du prix du service de l'Assainissement



Les factures type sont présentées en annexe.



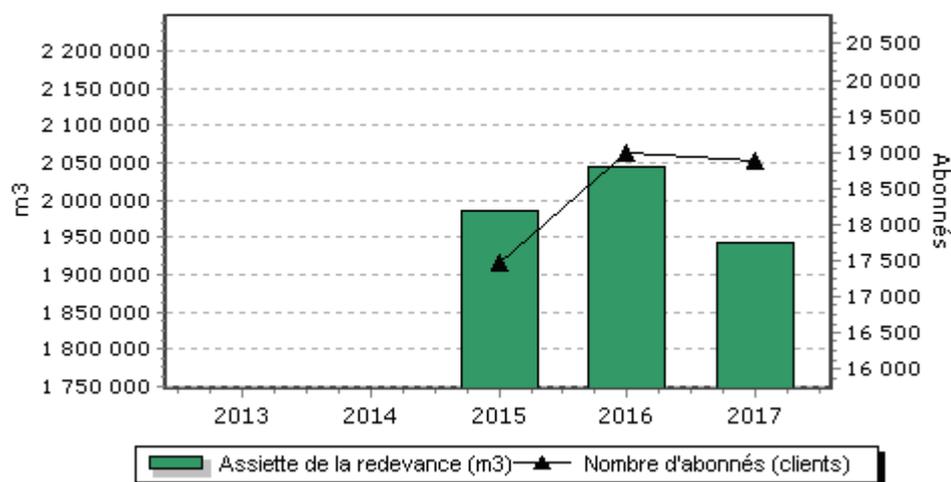
2. Les clients de votre service et leur consommation

2.1. Les abonnés du service et l'assiette de la redevance

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---|------|------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Nombre d'abonnés (clients) desservis | | | 17 485 | 18 998 | 18 882 | -0,6% |
| Abonnés sur le périmètre du service | | | | 19 005 | 18 882 | -0,6% |
| Assiette de la redevance (m3) | | | 1 986 876 | 2 043 819 | 1 941 745 | -5,0% |
| Effluent collecté sur le périmètre du service | | | 1 986 876 | 2 043 819 | 1 941 745 | -5,0% |

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



→ Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|--|------|------|------|-------|-------|---------|
| Nombre d'interventions avec déplacement chez le client | | | | 16 | 1 | -93,8% |
| Nombre annuel de demandes d'abonnement | | | | 1 | 0 | -100,0% |
| Taux de mutation | | | | 0,0 % | 0,0 % | 0% |

2.2. La satisfaction des clients

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise régulièrement un baromètre de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- ◆ la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2017 sont :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---|------|------|------|------|------|-------|
| Satisfaction globale | | | 85 | 88 | 85 | -3 |
| La continuité de service | | | 94 | 96 | 94 | -2 |
| Le niveau de prix facturé | | | 56 | 52 | 57 | +5 |
| La qualité du service client offert aux abonnés | | | 87 | 82 | 82 | 0 |
| Le traitement des nouveaux abonnements | | | 91 | 90 | 91 | +1 |
| L'information délivrée aux abonnés | | | 80 | 79 | 73 | -6 |

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ *Les engagements de service de Veolia*

La Charte Veolia formalise les engagements dont bénéficient les consommateurs du territoire. Elle témoigne de la mobilisation de tous pour un service public de qualité.

2.3. Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2017 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|---------------|---------------|
| Taux d'impayés | | | | 0,57 % | 2,77 % |
| Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1) | | | | 507 | 62 194 |
| Montant facturé N - 1 en € TTC | | | | 88 432 | 2 248 433 |

A partir de fin 2016 (colonne 2017), les impayés représentent la différence entre ce qui a été facturé par Suez et ce qui a réellement été reversé par Suez à Veolia.

Pour information, ce montant d'impayés englobe les parts Veolia et Ville d'Auxerre.

Jusqu'en 2016, les montants d'impayés ainsi que le montant facturé N-1 s'entendaient eau et assainissement cumulés.

A partir de 2017, les montants se rapportant à chaque compétence sont dissociés, chaque contrat reprenant ses données propres en terme de chiffre d'affaires (montant facturé N-1), les impayés étant par ailleurs ventilés sur les deux contrats au prorata des montants facturés.

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation (alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie). Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2017, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|-----------|-----------|
| Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire | | | | 0 | 0 |
| Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€) | | | | 0,00 | 0,00 |
| Assiette totale (m3) | | | | 2 043 819 | 1 941 745 |

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|------|
| Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année | | | | 0 | 0 |
| Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés | | | | 0 | 0 |



3. Le patrimoine de votre service

3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

→ *Les installations et postes de relèvement/refoulement*

| Postes de refoulement / relèvement | Trop plein | Débit des pompes (m3/h) |
|------------------------------------|------------|-------------------------|
| PR Auxerre Batardeau | Oui | 10 |
| PR Auxerre Bourdillats | Non | 15 |
| PR Auxerre Centre nautique | Non | 150 |
| PR Auxerre Ciga | Oui | 150 |
| PR Auxerre expo | Non | 15 |
| PR Auxerre Gorges rouges | Oui | 20 |
| PR Auxerre Ile aux Plaisirs | Non | 10 |
| PR Auxerre Jean Moreau | Non | 80 |
| PR Auxerre La Noue | Non | |
| PR Auxerre Léon Serpolet | Oui | 90 |
| PR Auxerre Ocrerie | Non | 10 |
| PR Auxerre Pied de Rat Rozanof | Non | 35 |
| PR Auxerre Plaine de l'Yonne | Non | |
| PR Auxerre RN6 | Non | 70 |
| PR Auxerre Sougères | Non | 20 |

→ *Les ouvrages de déversement en milieu naturel*

Autres installations

| |
|-------------------------------------|
| BO Auxerre Abbé Deschamps 20m3 |
| BO Auxerre Brichères |
| BO Auxerre La Chainette |
| BO Auxerre Mignottes 1 est |
| BO Auxerre Mignottes 1 ouest |
| BO Auxerre Weygand 180m3 |
| DO Auxerre A Maladière |
| DO Auxerre CHJB Bassin la Chainette |
| DO Auxerre C Bd la Chainette |
| DO Auxerre D Place Coche d'Eau |
| DO Auxerre E République Lebeuf |
| DO Auxerre G Saint Pèlerin |
| DO Auxerre H Vaulabelle Preuill |
| DO Auxerre I Max Quantin |
| DO Auxerre J Sécurité routière |
| DO Auxerre L Rue Ranthaume |
| DO Auxerre M Vallan / coulée |
| DO Auxerre P1 Bd Lafayette |
| DO Auxerre P2 Lafayette Bequillys |
| DO Auxerre R Rue du Clos |
| DO Auxerre F République Poterne |
| DO Auxerre S Richard / Gerot |
| DO Auxerre T Vaulabelle / Dame |
| DO Auxerre V Rue des Pêcheurs |
| DO Auxerre X Louis Richard |
| DO Auxerre Y Paul Doumer |
| DO Auxerre Z Place Jean Jaurès |

→ *Insuffisances et propositions d'amélioration*

Lieu ou ouvrage ou **Insuffisances et Préconisations**

PR **Jean**
MOREAU

- En 2017, les essais en charge initiaux des rails de levage ont été réalisés.
- Le renouvellement de la pompe 3 a été effectué.
- Une isolation thermique a été mise en place sur l'ancienne aération du groupe électrogène devenue obsolète. Cette isolation permet de réduire le chauffage dans le local et donc de réduire la consommation électrique de l'installation.
- Ce poste présente encore des installations de protections collectives vétustes (barres anti-chute) et l'accessibilité à la canalisation d'arrivée dans le poste est très dangereuse (intervention en espace confiné). En 2016, Veolia a proposé à la collectivité le remplacement des grilles anti chute et la mise en place d'une vanne d'obturation en amont du poste permettant ainsi des interventions sécurisées. Ces travaux pourront être

réalisés en 2018, après la signature de l'avenant N°1 au contrat.

**PR Leon
Serpolet**

- En 2017, les essais en charge initiaux des rails de levage ont été réalisés.
- Les installations de protection collectives sont non conformes sur cette installation (pas de grilles anti chute, barrière amovible fortement endommagée), Veolia a proposé à la collectivité en 2016, la mise en place d'un garde corps normé avec portillon sécurisé et la mise en place de trappes équipées de barreaux anti chute. Ces travaux pourront être réalisés en 2018, après la signature de l'avenant N°1 au contrat.
- Les interventions du personnel étant rendu très dangereuses par l'exiguïté des trappes et la difficulté d'obturation en amont, Veolia a également proposé un aménagement du regard amont pour permettre des interventions respectant nos consignes de sécurité.

PR LA NOUE

- Ce poste présente un état globalement correct. Le renouvellement de la pompe 1, de son clapet et de la vanne associée ont été réalisés en 2017.
- Le renouvellement de la pompe 2, de son clapet et de la vanne associée devront être réalisés en 2018
- Le canalisation de refoulement devra également être renouvelée.
- Cette installation est fortement impactée par les intrusions d'eaux claires parasites dans le réseau communal via les regards aussi bien publics que privés. Un essai de reprise d'étanchéité des regards a été réalisé en septembre 2017.

PR Batardeau

- Ce poste présente un état globalement correct. Suite aux travaux d'aménagement des quais et la mise en place d'un garde corps conforme à la réglementation, il sera nécessaire d'étudier la possibilité de déplacement de l'armoire électrique au plus près du poste afin de garantir la sécurité des interventions.
- Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia proposera à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur trottoir.

**PR Iles aux
plaisirs**

- Ce poste présente un état globalement correct.
- Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur trottoir.
- L'installation est fortement impactée par la pluviométrie et la montée du niveau de l'Yonne. Suite à la mise en séparatif du bassin versant « Gambetta », le DO Jean Jaures devra être supprimé. Veolia a réalisé un devis à la collectivité en ce sens.

**PR Centre
nautique**

- Ce poste présente un état globalement correct. Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génère des contraintes d'exploitation importantes.

**PR
AUXERREXPO**

- Ce poste présente un état globalement correct. Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génère des contraintes
-

d'exploitation importantes. A noter que l'alimentation électrique du poste est régulièrement utilisée illégalement par les gens du voyages.

- PR RN6**
- Ce poste présente un état globalement correct.
 - Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur accotement.
 - Les canalisations de refoulement des pompes ont nécessité une réparation en 2017 et devront être renouvelées en 2018.
- PR plaine de l'Yonne**
- Ce poste est à l'arrêt depuis le démarrage du contrat le 01/01/2015. Les équipements sont présents dans l'installation.
- PR Gorges rouges**
- Ce poste présente un état globalement correct.
- PR Rte de sougères**
- Ce poste présente un état globalement correct.
- PR Bourdillat**
- Ce poste présente un état globalement correct.
- PR Rozanoff**
- Ce poste présente un état globalement correct.
 - Ce poste présente une absence de protection collective de type grille anti chute. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur accotement.
- PR Ocrierie**
- Ce poste présente un état globalement correct. Ce poste présente également des trappes lourdes générant une pénibilité importante pour le personnel intervenant. Veolia a proposé à la collectivité en 2016, le remplacement des trappes et des grilles anti chute adaptées au positionnement sur voirie.
- DO A**
- Ce déversoir ne répond actuellement pas aux obligations réglementaires d'autosurveillance du réseau. Un système de mesure des débit deversés devrait être mis en place. Toutefois au vu de la fréquence de déversement (1 fois par an) il nous paraît pertinent d'envisager la suppression de cet ouvrage. Veolia fera une proposition à la collectivité en ce sens.
 - Une remontée de l'Yonne dans l'ouvrage a été ponctuellement constatée générant un apport d'eaux claires conséquent dans le réseau.
- DO J**
- Cet ouvrage est équipé d'une mesure de hauteur de type ultrason permettant d'estimer à la fois la volume de temps sec transitant dans l'ouvrage et les volumes déversés au milieu naturel comme le demande la réglementation.
 - Cet ouvrage ne respecte pas le critère de conformité du réseau pour un nombre de déversement annuel inférieur à 20 jours de déversement car il est fortement impacté par les Eaux Claires Parasites provenant du bassin versant de la Noue.
-

**Débitmètre
Aval**

- Cet équipement présente de nombreuses défaillances.

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ◆ des réseaux de collecte,
- ◆ des équipements du réseau,
- ◆ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---|------|------|---------|---------|---------|-------|
| Canalisations | | | | | | |
| Longueur totale du réseau (km) | | | 308,5 | 302,3 | 292,3 | -3,3% |
| Canalisations eaux usées (ml) | | | 108 784 | 105 843 | 106 034 | 0,2% |
| <i>dont gravitaires (ml)</i> | | | 104 435 | 101 494 | 101 685 | 0,2% |
| <i>dont refoulement (ml)</i> | | | 4 349 | 4 349 | 4 349 | 0,0% |
| Canalisations unitaires (ml) | | | 75 985 | 75 985 | 76 026 | 0,1% |
| <i>dont gravitaires (ml)</i> | | | 75 985 | 75 985 | 76 026 | 0,1% |
| Canalisations eaux pluviales (ml) | | | 123 690 | 120 424 | 110 247 | -8,5% |
| <i>dont gravitaires (ml)</i> | | | 123 690 | 120 424 | 110 247 | -8,5% |
| Branchements | | | | | | |
| Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires | | | | 6 871 | 6 884 | 0,2% |
| Nombre de branchements eaux pluviales séparatifs | | | | 2 803 | 2 807 | 0,1% |
| Ouvrages annexes | | | | | | |
| Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs | | | 5 125 | 5 125 | 5 125 | 0,0% |
| Nombre de déversoirs d'orage | | | 37 | 37 | 37 | 0,0% |

Durant l'année 2017, en collaboration avec la Collectivité, des corrections ont été effectuées sur le type des canalisations : branchements ou conduites.

En 2015, l'inventaire comptabilisait des canalisations de la commune de Monéteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2017, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|---------|---------|---------|
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml) | | | 184 769 | 181 828 | 182 060 |
| Longueur renouvelée par le délégataire (ml) | | | 0 | 0 | 0 |
| Longueur renouvelée totale (ml) | | | 0 | 0 | 0 |

En 2015, le linéaire prenait en compte une partie des canalisations de la commune de Monéteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2017 est de :

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux | | | 30 | 120 | 120 |

| Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau | Barème | Valeur ICGPR théorique | Valeur ICGPR |
|---|------------|------------------------------|-----------------|
| Partie A : Plan des réseaux (15 points) | | | |
| Existence d'un plan des réseaux | 10 | 10 | 10 |
| Mise à jour annuelle du plan des réseaux | 5 | 5 | 5 |
| Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux) | 15 | 15 | 15 |
| Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations | 15 | 15 | 15 |
| Total Parties A et B | 45 | 45 | 45 |
| Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B) | | | |
| Existence information géographique précisant altimétrie canalisations | 15 | 15 | 15 |
| Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes | 10 | 10 | 10 |
| Inventaire pompes et équipements électromécaniques | 10 | 10 | 10 |
| Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux | 10 | 10 | 10 |
| Localisation des autres interventions | 10 | 10 | 10 |
| Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau | 10 | 10 | 10 |
| Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations | 10 | 10 | 10 |
| Total: | 120 | 120 | 120 |

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

| Installations électromécaniques | Opération réalisée dans l'exercice | Mode de gestion |
|---------------------------------|------------------------------------|-----------------|
| DO AUXERRE | | |
| DO SAINT PELERIN | | |
| DETECTEUR SOFREL | Renouvellement | Compte |
| DEBITMETRE AVAL | | |
| DEBITMETRE | Rénovation | Compte |
| PR PONT JEAN MOREAU | | |
| POMPE N03 | Renouvellement | Compte |
| PR CENTRE NAUTIQUE | | |
| POMPE N01 | Renouvellement | Compte |
| PR LA NOUE | | |
| POMPE2, Clapet et Vanne | Renouvellement | Compte |

→ Les réseaux et branchements

| Réseaux | Quantité renouvelée dans l'exercice | Mode de gestion |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------------|
| BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT MIL.: 2 | 2 | Compte |
| TAMPONS DE REGARD | 11 | Compte |

3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ Les réseaux et branchements

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Suivi des branchements neufs réalisés au cours de l'exercice 2017

| Date de demande | Propriétaire | | Adresse du raccordement | | Branchement | | Devis | Commande | Date de réalisation | Entreprise |
|-----------------|-------------------|-------|----------------------------------|---------|-------------|----|-------|----------|---------------------|------------|
| | | | | | EU/Unitaire | EP | | | | |
| 12/10/2016 | SCI JEMACLE | 2 | impasse de la noue | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 09/01/2017 | Rollin |
| 15/02/2017 | SCI ROBY | | avenue de provence | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 16/05/2017 | Rollin |
| 27/01/2017 | JUGEAU Christophe | 30bis | rue de la noue | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 28/03/2017 | Rollin |
| 17/02/2017 | PLEIN GAZ | | rue de la plaine des isles | AUXERRE | | 1 | oui | oui | 03/05/2017 | Rollin |
| 17/03/2017 | GOUERE Jimmy | 19 | avenue du maréchal Juin | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 20/06/2017 | Rollin |
| 20/12/2016 | OAH | 12 | rue docteur schweitzer | AUXERRE | | 1 | oui | oui | 13/03/2017 | Rollin |
| 20/05/2015 | BEN ALI Issam | 12 | place ferdinand Clas | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 27 et 28/03/2017 | Rollin |
| 02/03/2016 | OAH | | résidence Agrippa - voie romaine | AUXERRE | 3 | 1 | oui | oui | 30/05 au 02/06 | Rollin |
| 22/06/2017 | DUQUENNE Myriam | 21 | avenue Hoche | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 30/11/2017 | Rollin |
| 26/06/2017 | SARL LAYER | 7ter | rue la Maladière | AUXERRE | 1 | | oui | oui | août 2017 | Rollin |
| 16/09/2015 | SCI SICLAMO | 31 | rue Etienne Dolet | AUXERRE | 1 | 1 | oui | oui | 16/10/2017 | Rollin |
| 11/12/2016 | MOREAU Brice | 44 | rue denfert rochereau | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 15/12/2017 | Rollin |
| 03/11/2017 | DEMARSON Alain | 21 | avenue Joffre | AUXERRE | 1 | | oui | oui | 28/11/2017 | Rollin |



4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service

4.1. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ◆ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ◆ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

Suivi Allo Mairie 2017

| Date de demande | Adresse | Commentaire | Date de réalisation |
|-----------------|---|---|---------------------|
| 24/01/2017 | 9 rue Dauphiné | Resceller avaloir | 01/02/2017 |
| 23/12/2016 | 12 allée Gay Lussac | Remaçonner une grille avaloir | 27/02/2017 |
| 17/02/2017 | 25 rue des Boussicats | Renouvellement branchement et pose d'une boîte de branchement | 03/04/2017 |
| 09/03/2017 | 10 rue des Boutilliers | Changement du tampon sur la boîte de branchement | 02/06/2017 |
| 12/01/2017 | 5 rue de la Noue | Changement du tampon sur la boîte de branchement | 02/06/2017 |
| 03/02/2017 | Place de Normandie | Changement du tampon sur la boîte de branchement | 02/06/2017 |
| 13/04/2017 | 30 rue de la Renardière | Resceller boîte de branchement | 12/06/2017 |
| 02/06/2017 | 73 rue de Paris | Resceller avaloir | 19/06/2017 |
| 24/03/2017 | 36 avenue Hausman | Resceller avaloir | 19/06/2017 |
| | 12 rue Etienne Dollet | Reboucher l'affaissement autour de la boîte de branchement | 17/10/2017 |
| 13/10/2017 | 13 rue du 4 ^{ème} Régiment d'Infanterie | Changer et resceller tampon | 17/10/2017 |
| 30/10/2017 | 3 Allée de l'Esplanade | Réparation branchement EU | 30/10/2017 |
| 13/11/2017 | Allée Heurtebise | Resceller avaloir | 13/11/2017 |
| 10/11/2017 | Rond point rue de la Paine de l'Yonne /route d'Augy | Fourniture et resceller avaloir | 19/12/2017 |
| 04/08/2017 | 18 rue de Chablis | Resceller tampon | 20/12/2017 |

SUIVI DES TRAVAUX REALISES EN 2017

| Date de demande | Propriétaire | | Adresse | Grille/avaloir | Tampon | Canalisations | Brts | Renouvellement brt EU | Commentaire | Date de réalisation |
|-----------------|-------------------|----|---|----------------|--------|---------------|------|-----------------------|--|---------------------|
| 24/01/17 | suite allo mairie | 9 | rue Dauphiné | AUXERRE | 1 | | | | resceller avaloir | 01/02/17 |
| 23/12/16 | suite allo mairie | 12 | allée gay lussac | AUXERRE | 1 | | | | remaçonner une grille avaloir | 27/02/17 |
| 17/02/17 | suite allo mairie | 25 | rue des boussicats | AUXERRE | | | | 1 | renouvellement brt + pose d'une boîte de brt | 03/04/17 |
| 09/03/17 | suite allo mairie | 10 | rue des Boutilliers | AUXERRE | | 1 | | | changement du tampon sur la boîte | 02/06/17 |
| 12/01/17 | suite allo mairie | 5 | rue de la noue | AUXERRE | | 1 | | | changement du tampon sur la boîte | 02/06/17 |
| 03/02/17 | suite allo mairie | | place de Normandie | AUXERRE | | 1 | | | changement du tampon sur la boîte | 02/06/17 |
| 14/02/17 | | | angle rue Marceau/ faidherbe | AUXERRE | 1 | | | | Receller avaloir | 12/06/17 |
| 13/04/17 | suite allo mairie | 30 | rue de la renardière | AUXERRE | | 1 | | | resceller boîte de branchement | 12/06/17 |
| 14/10/16 | | 29 | avenue hoche | AUXERRE | | 1 | | | changement du tampon sur la boîte | 19/06/17 |
| 02/06/17 | suite allo mairie | 73 | rue de paris | AUXERRE | 1 | | | | avaloir rescellé | 19/06/17 |
| 24/03/17 | suite allo mairie | 36 | avenue haussmann | AUXERRE | 1 | | | | avaloir rescellé | 19/06/17 |
| 15/06/17 | | 26 | rue Denfert Rochereau | AUXERRE | | | 1 | | reprise partiel du branchement | 20/06/17 |
| 15/06/17 | | 39 | rue Denfert Rochereau | AUXERRE | | | 2 | | reprise partiel du branchement | 20/06/17 |
| | suite allo mairie | 12 | rue etienne Dollet | AUXERRE | | 1 | | | reboucher affaïssement autour boîte de branchement | 17/10/17 |
| 13/10/17 | suite allo mairie | 13 | rue du 4eme RI | AUXERRE | | 1 | | | tampon changé et rescellé | 17/10/17 |
| 16/10/17 | | 18 | rue guynemer (passage Daurat) | AUXERRE | | | | 1 | renouvellement brt + pose d'une boîte de brt EP | 16/10/17 |
| 30/10/17 | suite allo mairie | 3 | allée de l'esplanade | AUXERRE | | | 1 | | réparation branchement EU | 30/10/17 |
| 13/11/17 | suite allo mairie | | allée heurtebise | AUXERRE | | | 1 | | réparation branchement EU | 13/11/17 |
| 23/11/17 | | | chemin rte de vaux | AUXERRE | | 1 | | | essai étanchéité regard et boîte de branchement | 23/11/17 |
| 10/11/17 | suite allo mairie | | rond point rue de la plaine de l'Yonne / route d'Augy | AUXERRE | 1 | | | | fourniture et scellement d'un avaloir | 19/12/17 |
| 20/10/17 | | | carrefour Nivernais / Champagne | AUXERRE | | 2 | | | changement de 2 tampons | 20/12/17 |
| 04/08/17 | suite allo mairie | 18 | rue de Chablis | AUXERRE | | 1 | | | resceller un tampon | 20/12/17 |

→ L'auscultation du réseau de collecte

Ci-dessous un tableau présentant les inspections télévisées des canalisations :

| Interventions d'inspection et de contrôle | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|--|------|------|-------|-------|-------|-------|
| Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml) | | | 7 461 | 3 636 | 7 230 | 98,8% |
| Tests à l'eau (ml) | | | 754 | 716 | 803 | 12,2% |

L'objectif du contrat est un linéaire annuel de 7000ml.

La liste des inspections télévisées est donnée en annexe 3.

→ Le curage

Le plan de curage préventif :

| Interventions de curage préventif | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---------------------------------------|------|------|--------|--------|--------|-------|
| Nombre d'interventions sur réseau | | | 5 899 | 5 826 | 5 951 | 2,1% |
| sur accessoires | | | 5 899 | 5 826 | 5 951 | 2,1% |
| sur bouches d'égout, grilles avaloirs | | | 5 880 | 5 809 | 5 932 | 2,1% |
| sur dessableurs | | | 19 | 17 | 19 | 11,8% |
| Longueur de canalisation curée (ml) | | | 29 511 | 30 061 | 32 872 | 9,4% |

L'objectif annuel de curage préventif est

- 7 000ml de collecteurs unitaires
- 15 000ml de collecteurs séparatifs d'eaux usées
- 8 000ml de collecteurs séparatifs d'eau pluviales

La liste des rues curées est donnée en annexe 1.

Les désobstructions curatives :

| Interventions curatives | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|--------|
| Nombre de désobstructions sur réseau | | | 192 | 202 | 239 | 18,3% |
| sur branchements | | | 42 | 39 | 63 | 61,5% |
| sur canalisations | | | 59 | 37 | 29 | -21,6% |
| sur accessoires | | | 91 | 126 | 147 | 16,7% |
| sur bouches d'égout, grilles avaloirs | | | 91 | 126 | 147 | 16,7% |
| sur dessableurs | | | 0 | 0 | 0 | 0% |

La liste des interventions curatives est donnée en annexe 2.

En 2017, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **4,87 / 1000 abonnés**.

→ **Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---|------|------|---------|---------|---------|-------|
| Nombre total de points concernés sur le réseau | | | | 1 | 1 | 0,0% |
| Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml) | | | 184 769 | 181 828 | 182 060 | 0,1% |
| Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km | | | | 0,55 | 0,55 | 0,0% |

Le point noir est situé Rue du Clos.

En 2015, l'inventaire comptabilisait des canalisations de la commune de Moneteau. Cette anomalie a été corrigée en 2016.

4.2. L'efficacité de la collecte

4.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ◆ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ◆ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ◆ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2017 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

| | Date de signature | Durée |
|---------------------------------|-------------------|--------|
| Laboratoire MACORS | 27/07/2011 | 5 ans |
| EDF | 06/05/2014 | 10 ans |
| Blanchisserie interhospitalière | 25/10/2006 | 5 ans |
| EASYDIS | 22/06/2009 | 5 ans |
| MOUVEX | 30/05/2013 | 10 ans |
| PRECILEC | 07/10/2009 | 5 ans |
| SHAMROCK | 01/06/2011 | 5 ans |
| FRUEHAUF | 18/09/2012 | 10 ans |
| Groupe Auvergne Aéronotique | 16/05/2014 | 10 ans |
| Baudin Thillien | 17/07/2009 | 5 ans |
| Garage Debuquoy | 01/06/2011 | 5 ans |
| Nomblot Frères | 03/02/2011 | 5 ans |
| SM2A | 01/06/2014 | 10 ans |
| Mac Do | 01/01/2012 | |
| Maison d'Arrêt | 06/11/2014 | 10 ans |
| Centre Hospitalier | 19/09/2014 | 10 ans |
| Polyclinique | 01/07/2013 | 10 ans |
| Bourgogne salaison | Projet en cours | |
| Les Rapides de Bourgogne | Projet en cours | |
| Géant Casino | Projet en cours | |

→ La conformité des branchements domestiques

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

| Contrôle des branchements neufs | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|--|------|------|------|------|------|---------|
| Nombre de contrôles effectués | | | 22 | 8 | 13 | 62,5% |
| Nombre de non-conformités identifiées | | | 0 | 1 | 0 | -100,0% |
| Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice | | | 0 | 1 | 1 | 0,0% |

| Contrôle des branchements lors de cessions d'immeubles | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|--|------|------|------|------|------|--------|
| Nombre de contrôles effectués | | | 305 | 321 | 651 | 102,8% |
| Nombre de non-conformités identifiées | | | 53 | 65 | 86 | 32,3% |
| Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice | | | 53 | 118 | 204 | 72,9% |

4.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

| Nombre de points de rejet | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|------|
| Nombre de déversoirs d'orage | | | 37 | 21 | 21 |
| Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement | | | 2 | 2 | 4 |

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|------|
| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | | | | | 100 |

| Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | Barème | Valeur ICR |
|---|------------|------------|
| Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points) | | |
| Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs | 20 | 20 |
| Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet | 10 | 10 |
| Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement | 20 | 20 |
| Mesures débit et pollution sur les points de rejet | 30 | 30 |
| Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration | 10 | 0 |
| Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur | 10 | 0 |
| Total Partie A | 100 | 80 |
| Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A) | | |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur | 10 | 10 |
| Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A) | | |
| Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage | 10 | 10 |
| Total: | 120 | 100 |

→ **La conformité de la collecte [P203.3]**

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

| Hauteur de pluie totale (mm) | 2016 | 2017 |
|-------------------------------------|-------------|-------------|
| DO Auxerre A Maladière | 750 | 573 |
| DO Auxerre Bassin la Chainette | 750 | 573 |
| DO Auxerre C Bd la Chainette | 750 | 573 |
| DO Auxerre J Sécurité routière | 750 | 573 |
| Moyenne | 750 | 573 |

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

| Point de déversement (>600 kg DBO5/j) | 2016 | 2017 |
|---|----------------|----------------|
| DO Auxerre Bassin la Chainette | 140 963 | 47 076 |
| DO Auxerre C Bd la Chainette | 50 809 | 25 295 |
| DO Auxerre D Place Coche d'Eau | 19 906 | 17 710 |
| DO Auxerre J Sécurité routière | 115 774 | 33 197 |
| Tous | 654 905 | 123 279 |

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

| Point de déversement (>600 kg DBO5/j) | 2016 | 2017 |
|---|--------------|--------------|
| DO Auxerre Bassin la Chainette | 5 286 | 2 629 |
| DO Auxerre C Bd la Chainette | | 1 966 |
| DO Auxerre D Place Coche d'Eau | 830 | 311 |
| Tous | 6 116 | 4 906 |

4.3. L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du 21 juillet 2015, les services en charge de la Police de l'Eau sont susceptibles d'avoir modifié les critères d'évaluation de la conformité des réseaux de collecte et des installations de traitement.

Les informations fournies ci-après relatives à la conformité réglementaire sont à considérer comme indicatives et restant à confirmer par les services en charge de la Police de l'Eau.

C'est également pourquoi, nous avons rappelé les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité.

En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.3.1. CONFORMITE GLOBALE

→ *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'état et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté du 21 juillet 2015 transposant la Directive ERU).

→ **La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]**

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans correspondant à un débit arrivant à la station (en amont du DTS) au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

4.3.2. BILAN D'EXPLOITATION ET CONFORMITES PAR STATION

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

4.3.3. LA SURVEILLANCE DES MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX DE REJETS

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2018 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2017 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement.

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants et évaluer leurs conséquences pour votre service

4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---|------|------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 143 220 | 166 782 | 106 283 | -36,3% |
| Postes de relèvement et refoulement | | | 86 041 | 98 404 | 74 161 | -24,6% |
| Autres installations assainissement | | | 57 179 | 68 378 | 32 122 | -53,0% |
| Energie consommée facturée (kWh) | | | 126 788 | 175 049 | 123 095 | -29,7% |
| Postes de relèvement et refoulement | | | 84 372 | 104 717 | 76 504 | -26,9% |
| Autres installations assainissement | | | 42 416 | 70 332 | 46 591 | -33,8% |

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Le choix du réactif est établi afin :

- ◆ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ◆ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.



5. Le rapport financier du service

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2017 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: B7431 - AUXERRE

Assainissement

| LIBELLE | 2016 | 2017 | Ecart % |
|---|------------------|------------------|----------------|
| PRODUITS | 1 632 189 | 2 124 698 | 30.17 % |
| Exploitation du service | 580 513 | 662 698 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 1 051 676 | 1 462 000 | |
| CHARGES | 1 831 625 | 2 209 485 | 20.63 % |
| Personnel | 302 853 | 248 155 | |
| Energie électrique | 18 508 | 21 252 | |
| Produits de traitement | 0 | 154 | |
| Analyses | 2 469 | 2 325 | |
| Sous-traitance, matières et fournitures | 278 318 | 303 324 | |
| Impôts locaux et taxes | 16 639 | 17 779 | |
| Autres dépenses d'exploitation | 82 254 | 71 972 | |
| <i>télécommunications, poste et telegestion</i> | 7 336 | 9 365 | |
| <i>engins et véhicules</i> | 24 146 | 14 997 | |
| <i>informatique</i> | 14 455 | 18 146 | |
| <i>assurances</i> | - 421 | 9 871 | |
| <i>locaux</i> | 34 967 | 26 442 | |
| <i>autres</i> | 1 772 | - 6 848 | |
| Frais de contrôle | 30 101 | 30 243 | |
| Contribution des services centraux et recherche | 20 453 | 21 475 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 1 051 676 | 1 462 000 | |
| Charges relatives aux renouvellements | 27 274 | 27 228 | |
| <i>fonds contractuel (renouvellements)</i> | 27 274 | 27 228 | |
| Charges relatives aux investissements | 1 080 | 3 556 | |
| <i>programme contractuel (investissements)</i> | 1 080 | 3 556 | |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 0 | 23 | |
| RESULTAT AVANT IMPOT | - 199 436 | - 84 787 | NS |
| RESULTAT | - 199 436 | - 84 786 | NS |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/9/2018

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1)
Année 2017

Collectivité: B7431 - AUXERRE

Assainissement

| LIBELLE | 2016 | 2017 | Ecart % |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Recettes liées à la facturation du service | 342 492 | 503 121 | 46.90 % |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 479 080 | 626 533 | |
| <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i> | - 136 588 | - 123 412 | |
| Autres recettes liées à l'exploitation du service | 238 022 | 159 577 | -32.96 % |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 238 022 | 159 577 | |
| Exploitation du service | 580 513 | 662 698 | 14.16 % |
| Produits : part de la collectivité contractante | 1 051 676 | 1 462 000 | 39.02 % |
| <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i> | 1 051 676 | 1 462 000 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 1 051 676 | 1 462 000 | 39.02 % |

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/9/18

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Pas de programme de ce type en 2017

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service:

Aucune dépense de ce type n'est prévue au contrat.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fond relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

| ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT | | | | |
|---|--|-----------|-----------|-----------|
| travaux exécutés et réceptionnés en 2017 | | | | |
| contrat : Auxerre (Assainissement) article 38.2 | | | | |
| | SOLDE AU 31/12/2016 | | 4 506.88 | |
| | DOTATION ANNUELLE 2017 | | 27 228.28 | |
| R9533 | B7431 AUXERRE:branchements eu | 9 163.35 | | |
| R9534 | B7431 AUXERRE:tampons eu | 3 127.98 | | |
| R9G42 | B7431 PR J MOREAU:pompe 3 | 3 578.93 | | |
| R9GH3 | B7431 DEBITMETRE AVAL:sonde hv | 1 332.11 | | |
| R9GU1 | B7431 DO ST PELERIN:detecteur | 423.98 | | |
| R9GX6 | B7431 PR LA NOUE:pompe1 et accessoires | 1 989.95 | | |
| | TOTAL DES CHANTIERS 2017 | 19 616.30 | | |
| | INTERETS SUR LE SOLDE 2016* | | 175.77 | |
| | TOTAL GENERAL AU 31/12/2017 | 19 616.30 | 31 910.93 | 12 294.63 |

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ◆ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

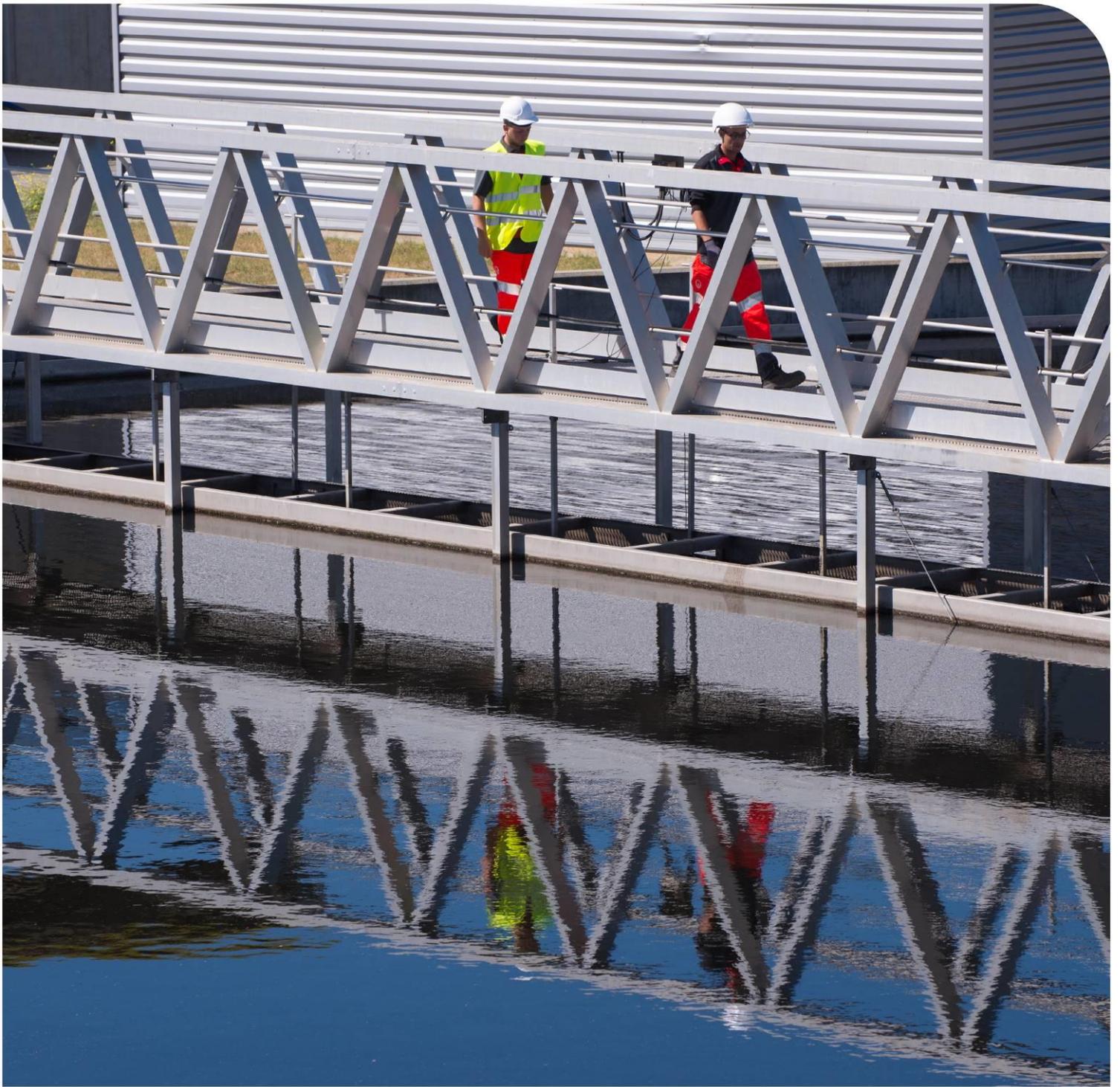
La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6. Annexes

6.1. La facture 120m3

| AUXERRE | m ³ | Prix au 01/01/2018 | Montant au 01/01/2017 | Montant au 01/01/2018 | N/N-1 |
|---|----------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| Collecte et dépollution des eaux usées | | | 113,05 | 117,38 | 3,83% |
| Part délégataire | | | 32,36 | 32,66 | 0,93% |
| Consommation | 120 | 0,2722 | 32,36 | 32,66 | 0,93% |
| Part collectivité(s) | | | 80,69 | 84,72 | 4,99% |
| Consommation | 120 | 0,7060 | 80,69 | 84,72 | 4,99% |
| Organismes publics et TVA | | | 50,91 | 51,34 | 0,84% |
| Modernisation du réseau de collecte | 120 | 0,3000 | 36,00 | 36,00 | 0,00% |
| TVA | | | 14,91 | 15,34 | 2,88% |
| TOTAL € TTC | | | 163,96 | 168,72 | 2,90% |

Attention , cette facture ne concerne que la collecte des eaux usées.

6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|------------------------------------|------|------|---------|--------|---------|--------|
| PR Auxerre Batardeau | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 852 | 968 | 823 | -15,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 773 | 927 | 890 | -4,0% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 297 | 366 | 374 | 2,2% |
| Volume pompé (m3) | | | 2 864 | 2 643 | 2 202 | -16,7% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 360 | 335 | 273 | -18,5% |
| PR Auxerre Bourdillats | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 224 | 260 | 292 | 12,3% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 200 | 247 | 324 | 31,2% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 99 | 72 | 78 | 8,3% |
| Volume pompé (m3) | | | 2 274 | 3 600 | 3 723 | 3,4% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 151 | 240 | 245 | 2,1% |
| PR Auxerre Centre nautique | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 3 204 | 3 403 | 2 941 | -13,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 3 260 | 2 820 | 2 941 | 4,3% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 53 | | 63 | |
| Volume pompé (m3) | | | 60 144 | | 46 416 | |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 368 | | 289 | |
| PR Auxerre Ciga | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | | | 10 357 | |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | | 16 183 | 10 448 | -35,4% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | | | 91 | |
| Volume pompé (m3) | | | 149 332 | | 113 394 | |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 931 | | 695 | |
| PR Auxerre expo | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 491 | 1 069 | 327 | -69,4% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 476 | 1 148 | 100 | -91,3% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 394 | | 450 | |
| Volume pompé (m3) | | | 1 246 | | 727 | |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 76 | | 44 | |
| PR Auxerre Gorges rouges | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 1 347 | 1 541 | 1 261 | -18,2% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 1 212 | 1 450 | 1 362 | -6,1% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 295 | 174 | 160 | -8,0% |
| Volume pompé (m3) | | | 4 567 | 8 865 | 7 903 | -10,9% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 199 | 387 | 349 | -9,8% |
| PR Auxerre Ile aux Plaisirs | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 1 310 | 1 872 | 1 816 | -3,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 1 424 | 2 039 | 1 112 | -45,5% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 171 | | 195 | |
| Volume pompé (m3) | | | 7 668 | | 9 300 | |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 700 | | 850 | |

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|---------------------------------------|------|------|---------|---------|---------|-----------|
| PR Auxerre Jean Moreau | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 38 832 | 38 336 | 20 455 | -46,6% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 28 965 | 57 823 | 28 234 | -51,2% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 186 | 364 | 157 | -56,9% |
| Volume pompé (m3) | | | 208 893 | 105 228 | 130 577 | 24,1% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 2 733 | 1 074 | 2 037 | 89,7% |
| PR Auxerre La Noue | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 20 565 | 25 981 | 17 864 | -31,2% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 19 799 | -239 | 8 573 | -3 687,0% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 38 | 59 | 111 | 88,1% |
| Volume pompé (m3) | | | 545 400 | 441 205 | 160 226 | -63,7% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 9 573 | 12 606 | 8 309 | -34,1% |
| PR Auxerre Léon Serpolet | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 10 860 | 11 985 | 9 814 | -18,1% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 10 252 | 24 859 | 18 098 | -27,2% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 52 | 52 | 50 | -3,8% |
| Volume pompé (m3) | | | 209 998 | 229 892 | 194 615 | -15,3% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 2 670 | 1 529 | 2 449 | 60,2% |
| PR Auxerre Ocrerie | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 321 | 419 | 457 | 9,1% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 321 | 339 | 375 | 10,6% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 146 | 124 | 73 | -41,1% |
| Volume pompé (m3) | | | 2 192 | 3 366 | 6 247 | 85,6% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 170 | 280 | 452 | 61,4% |
| PR Auxerre Pied de Rat Rozanof | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 1 476 | 952 | 847 | -11,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 1 492 | 820 | 751 | -8,4% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 50 | 85 | 106 | 24,7% |
| Volume pompé (m3) | | | 29 667 | 11 209 | 7 966 | -28,9% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 834 | 315 | 224 | -28,9% |
| PR Auxerre Plaine de l'Yonne | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 0 | | | |
| Volume pompé (m3) | | | 0 | | | |
| PR Auxerre RN6 | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 2 195 | 6 054 | 2 970 | -50,9% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 1 915 | 3 224 | 1 769 | -45,1% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 44 | | 94 | |
| Volume pompé (m3) | | | 49 658 | | 31 621 | |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 684 | | 413 | |
| PR Auxerre Sougères | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 4 364 | 5 564 | 3 937 | -29,2% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 14 283 | -6 923 | 1 527 | -122,1% |
| Consommation spécifique (Wh/m3) | | | 236 | 211 | 260 | 23,2% |
| Volume pompé (m3) | | | 18 498 | 26 427 | 15 154 | -42,7% |
| Temps de fonctionnement (h) | | | 839 | 1 200 | 689 | -42,6% |

Autres installations assainissement

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | N/N-1 |
|----------------------------------|------|------|--------|--------|--------|--------|
| BO Auxerre La Chainette | | | | | | |
| Energie relevée consommée (kWh) | | | 57 179 | 68 378 | 32 122 | -53,0% |
| Energie facturée consommée (kWh) | | | 42 416 | 65 788 | 46 503 | -35,7% |

6.3. Les engagements spécifiques au service

Voir les annexes

6.4. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2017 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein du Centre Régional Bourgogne Champagne-Ardenne de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Tout au long de l'année 2017, l'organisation de Veolia Eau s'est articulée en métropole autour de 20 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

A l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité, d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité. Tout au long de l'année 2017, le projet d'entreprise « Osons 20/20 » a ainsi été construit collectivement, selon une logique « gLocale » pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Une nouvelle organisation a ainsi été mise en place au 1^{er} janvier 2018. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 67 « Territoires » nouvellement créés, avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés dans les territoires et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Les CARE établis au titre de 2017 s'inscrivent quant à eux dans le cadre de l'ancienne organisation - en place jusqu'à la fin de ce dernier exercice.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Les éventuels dégrèvements consentis (dont ceux au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...) . En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ◆ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2017 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3% et contribution exceptionnelle applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux »

affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2017 au titre de l'exercice 2016.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ◆ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ◆ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2017 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2018.



Le Directeur de Centre

Jérôme CARDINEAU

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.

6.5. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat
Certificate

N° 2015/69288.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix:

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2017-11-13

Jusqu'au
until

2018-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original dès lors que le sceau électronique est valide.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat



Certificat

Certificate

N° 2015/69331.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2008 – ISO 14001 : 2004

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR 75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en pages 2 à 6 / Complementary list of certified locations on pages 2 to 6

Le détail des activités et sites certifiés par norme est mentionné sur les certificats suivants :
The description of certified activities and locations per standard is mentioned on the following certificates:

Certificat ISO 14001 : 2004 n° 69286
Certificat ISO 9001 : 2008 n° 69287

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2017-11-13

Jusqu'au
Until

2018-09-14

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.
This document is electronically signed. It constitutes an electronic original with probative value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Seules les versions électroniques certifiées par www.afnor.org ont la valeur de la certification des signataires. Les autres versions ne sont pas certifiées.
Only the electronic versions certified by www.afnor.org have the value of the certification of the signatories. The other versions are not certified.
AFNOR est un membre de l'AFNOR - AFNOR is a registered trademark. CERTIF 10132-1-102014



Flashez ce QR Code pour
vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 80 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.6. Actualité réglementaire 2017

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ GEMAPI

L'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de L'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

Transfert de compétences.

La loi 2017-1828 du 30 décembre 2017 (JO du 31/12/17) assouplit ce transfert de compétences à travers différentes mesures juste avant que celui-ci ne rentre en application au 1^{er} janvier 2018. Tout d'abord, les départements et les régions qui assuraient une ou des actions de la GEMAPI pourront continuer leur politique GEMAPI au-delà du 1^{er} janvier 2020. Par ailleurs, le texte donne la possibilité à un syndicat mixte ouvert d'adhérer à un autre syndicat mixte ouvert, par dérogation au droit en vigueur, et ce jusqu'au 31 décembre 2019. Le texte introduit également la possibilité aux communes ou aux EPCI de transférer une partie des compétences de la GEMAPI à un EPAGE ou un EPTB (notion de « sécabilité » du transfert de compétence). De même, il introduit un régime de responsabilité limitée pour les intercommunalités qui se voient confier la compétence GEMAPI entre le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2020.

Taxe GEMAPI.

L'article 53 de loi de finances rectificative pour 2017 (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017) apporte un assouplissement à la taxe GEMAPI :

- un EPCI qui a pris la compétence de GEMAPI depuis le 1er janvier 2018 peut instaurer la taxe GEMAPI par délibération prise avant le 1er octobre 2017 ;
- cependant, et par exception, ces mêmes EPCI peuvent prendre la délibération instaurant la taxe GEMAPI jusqu'au 15 février 2018.

→ *Marchés publics et concessions*

A compter du 1er janvier 2018, de nouveaux seuils ont été fixés pour les procédures formalisées. En particulier, le seuil applicable aux marchés publics de fournitures et de services des collectivités territoriales est passé de 209 000 à 221 000€HT et celui applicable aux marchés publics de travaux et aux contrats de concessions de 5 225 000 à 5 548 000€HT.

Concernant les modalités de passation et d'exécution des contrats publics, divers textes sont venus préciser des points particuliers:

- l'instruction de la DGFIP du 9 février 2017 complète les dispositions de l'article L.1611-7-1 du CGCT qui prévoit le dispositif de convention par lequel un mandataire personne privée peut légalement recouvrer et encaisser des recettes publiques en lieu et place du comptable public. Ce dispositif doit être systématiquement mis en place en cas de maniement de fonds publics par le cocontractant privé en application d'un contrat de gestion d'un service public,
- l'instruction interministérielle du 27 avril 2017 rappelle qu'en vertu du droit de l'Union Européenne, une délibération ou une clause contractuelle qui impose la maîtrise de la langue française pour l'exécution d'un marché public ou d'un contrat de concession constitue une violation du principe de non-discrimination et est illégale. Cette illégalité peut entacher toute la procédure d'appel d'offres,

- le décret du 10 avril 2017 porte diverses dispositions relatives à la commande publique et instaure notamment un seuil de 25 000€ en deçà duquel les acheteurs publics ne sont pas soumis aux obligations de l'open data,
- en prévision de la dématérialisation totale des contrats de la commande publique au 1er octobre 2018, deux arrêtés du 14 avril 2017 précisent les données essentielles ainsi que les fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

→ **Autorisation environnementale unique**

Trois ans après le lancement des premières expérimentations, l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses deux décrets (n° 2017-81 et n° 2017-82) du même jour généralisent et pérennisent, à partir du 1er mars 2017, le principe d'une autorisation environnementale unique pour certains projets, principalement ceux qui sont soumis à autorisation au titre de la police de l'eau (IOTA) ou de la police des installations classées (ICPE). Sur le plan formel, ces textes ajoutent au livre premier du code de l'environnement un nouveau titre VIII intitulé Procédures administratives, avec un seul chapitre intitulé Autorisation environnementale.

→ **Numérique**

Saisie de l'administration par Voie Electronique.

La possibilité pour tout administré de saisir l'administration par voie électronique est entrée définitivement en vigueur le 7 novembre 2016. Cette faculté s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.

La circulaire conjointe des ministères de l'Aménagement du Territoire et de l'Intérieur à destination des Préfets, en date du 10 avril 2017, vise à préciser les modalités de mise en œuvre de la saisie de l'administration par voie électronique (SVE).

Facturation électronique.

L'instruction du 22 février 2017 précise les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016.

L'arrêté du 9 mars 2017 vient modifier l'arrêté du 17 avril 2014 relatif au télé service « Chorus Pro » et prévoit notamment la conservation pendant 10 ans des données recueillies.

→ **ICPE / IOTA.**

Informations sensibles ICPE.

L'instruction du gouvernement en date du 6 novembre 2017, relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE, précise les dispositions devant être prises pour s'assurer que les documents diffusés au public ne comportent pas d'informations sensibles de nature à faciliter la commission d'actes de malveillance. Elle réaffirme l'importance de ne pas restreindre la diffusion et l'accès aux informations utiles pour l'information du public et ne présentant aucun caractère sensible vis-à-vis de la sûreté. Elle rappelle que les informations présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sûreté et pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance ne sont pas communicables, mais que des modalités peuvent être prévues pour permettre leur consultation par des personnes justifiant d'un intérêt à être informées.

Evaluation environnementale / délai de régularisation IOTA-ICPE.

L'ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifie les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement. Ce texte modifie les règles applicables au régime juridique des projets soumis à évaluation environnementale, afin d'assurer la conformité du droit interne avec le droit de l'Union Européenne.

Le dispositif national qui résulte des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, autorisant l'administration à édicter des mesures conservatoires pour encadrer la poursuite d'activité en cas d'exploitation sans autorisation d'une installation, est non-conforme à la directive 2014/52/UE. Le délai imparti à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative est désormais limité à un an. Pendant ce délai, l'autorité administrative peut notamment suspendre le fonctionnement de l'installation, sauf motifs d'intérêt général.

Enregistrement ICPE : formulaire Cerfa obligatoire.

A compter du 16 mai 2017, toute demande d'exploitation d'une installation classée relevant du régime de l'enregistrement devra être effectuée via le formulaire Cerfa n°15679*01. Ce document est rendu obligatoire par un arrêté ministériel du 3 mars 2017. Le formulaire, accompagné de sa notice explicative, récapitule l'ensemble des renseignements exigés pour constituer le dossier de demande d'enregistrement. Ce dernier devra notamment comporter la description de la sensibilité environnementale de la zone d'implantation et celle des incidences notables du projet sur l'environnement. Le Préfet appréciera la nécessité pour le demandeur d'effectuer ou non une évaluation environnementale.

IED - Grande installation de combustion.

Prise au titre de la directive IED 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, la décision de la Commission (2017/1442) du 31 juillet 2017 fixe les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les grandes installations de combustion (GIC).

Elles concernent les activités listées ci-après qui sont spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE et qui correspondent aux rubriques de la nomenclature ICPE suivantes:

- **3110** : combustion de combustibles (égale ou supérieure à 50 MW),
- **3140** : gazéification de charbon ou d'autres combustibles dans des installations (égale ou supérieure à 20 MW),
- **3510, 3520** : élimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets non dangereux (3 tonnes par heure) ou de déchets dangereux (10 tonnes par jour).

Pour les installations classées sous les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées, les conclusions sur les MTD adoptées par la Commission servent de référence pour la fixation des conditions d'autorisation imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation. Un délai de quatre ans, soit d'ici le 16 août 2021 est laissé aux exploitants d'installations de combustion concernées pour faire réexaminer les prescriptions de leurs arrêtés d'autorisation. En vue de ce réexamen, les exploitants doivent adresser au préfet les informations nécessaires sous la forme d'un dossier de réexamen avant le 17 août 2018. Un décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifie les articles R. 515-68, 515-70, 515-71, 515-72 et 515-77 du code de l'environnement, relatifs aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive IED 2010/75/UE, soit les installations classées sous les rubriques 3000.

→ Amiante

Le décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 précise les conditions d'application de l'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Selon cet article, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Le décret du 9 mai 2017 précise que les modalités de réalisation du repérage seront détaillées dans un arrêté spécifique à chaque domaine. Pour chaque secteur, la date d'entrée en vigueur du dispositif sera fixée par ces arrêtés et ne pourra excéder le 1er octobre 2018

Le décret fixe également les mesures à prévoir dans les situations dans lesquelles le repérage ne peut être mis en œuvre. Dans ces cas, les mesures de protection individuelle et collective à prévoir seront définies par les arrêtés ministériels.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

L'arrêté du 1 août 2017 (JO du 23/09/17) fixe pour l'année 2017 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice « Guichet Unique » (de l'INERIS) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

Le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 définit les modalités simplifiées de calcul de la redevance relative au financement du guichet unique recensant les réseaux implantés en France. Il fixe les règles de financement du guichet unique complémentaire au guichet précité et destiné à faciliter le déploiement du numérique à très haut débit. Il insère et met en cohérence les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux canalisations présentant des risques pour les personnes ou pour l'environnement. Enfin, il fixe les dispositions de sécurité applicables aux appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles. Le texte entre en vigueur le 1er janvier 2018.

→ *Certificats d'Economie d'Energie*

Le décret n° 2017-690 paru le 3 mai 2017 fixe une nouvelle période pour les certificats d'énergie (2018-2020).

L'arrêté du 9 février 2017 fixe les conditions de délivrance des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour le programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique « Economies d'énergie dans les TEPCV ». L'arrêté du 24 février vient modifier l'annexe de cet arrêté.

→ *Economie circulaire - Energie renouvelable - Biogaz*

Méthanisation / sous-produit agricole.

L'arrêté du 13 juin 2017 approuve un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricoles en tant que matières fertilisantes. La disposition du 3° de l'article L. 255-5 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) dispense les matières fertilisantes et supports de cultures visés à l'article L. 255-1 des obligations prévues aux articles L. 255-2 à L. 255-4 pour leur mise sur le marché et leur utilisation, dès lors que ces produits sont conformes à un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de l'agriculture conformément à l'article R. 255-29. Le présent cahier des charges concerne des digestats bruts issus d'un processus de méthanisation de type agricole au sens des articles L. 311-1 et D. 311-18 du CRPM. Les installations de méthanisation dont sont issus les digestats doivent disposer d'un agrément sanitaire au regard de la réglementation applicable aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

Biogaz et conditions d'achat d'électricité.

L'arrêté du 24 février 2017, modifiant la durée des contrats d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz, étend de 15 ans à 20 ans la durée des contrats d'achat de l'électricité issue du biogaz, produite par les installations de méthanisation existantes. Avant le 30 avril 2017, l'acheteur d'électricité doit adresser au producteur concerné un avenant à son contrat d'achat, ou au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du contrat d'achat.

L'arrêté du 9 mai 2017, fixant les conditions d'achat et du complément de rémunération pour l'électricité produite par les installations utilisant à titre principal du biogaz produit par méthanisation de matières résultant du traitement des eaux usées urbaines ou industrielles, définit le régime de soutien à l'électricité produite à partir de biogaz de stations d'épuration. Cet arrêté, validé par la Commission Européenne, s'inscrit en complément de l'arrêté tarifaire déjà publié pour le biogaz produit par méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute.

Biogaz et injection dans le réseau de gaz naturel.

L'arrêté du 26 avril 2017, modifiant l'arrêté du 23 novembre 2011 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel, supprime les références au décret du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel, et les remplace par les dispositions équivalentes du code de l'énergie. Il modifie et complète l'annexe de l'arrêté du 23 novembre 2011.

Deux arrêtés du 30 novembre 2017 (JO du 03/12/2017) précisent le montant des coûts de raccordement que l'Etat prend à sa charge pour le raccordement des installations, d'une part, au réseau de gaz et, d'autre part, au réseau électrique. Ainsi, pour les installations de méthanisation qui injectent sur le réseau de gaz, l'Etat prend à sa charge 40% des coûts. Jusque-là, ces coûts étaient entièrement à la charge des producteurs.

Service public de l'assainissement

→ Déchets - Nomenclature

La note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets remplace celle du 24 décembre 2010 et a notamment pour objet de prendre en compte les récents changements opérés dans la nomenclature ICPE par la transposition des directives IED et Seveso 3. Ont été intégrés des éléments sur l'entreposage des déchets, des éclaircissements sur les installations utilisant des déchets comme matières premières, les installations de combustion et d'incinération, les terres excavées. Enfin, chaque rubrique « déchets » de la nomenclature ICPE fait l'objet d'un commentaire/fiche. Ce document contient les orientations et éléments d'appréciation qui permettent aux services de l'état d'évaluer la validité du classement proposé par les acteurs du traitement des déchets lors de la constitution des dossiers qu'ils déposent.

→ Substances Dangereuses dans les Eaux / Micropolluants

L'arrêté ministériel (dit RSDE) du 24 août 2017 (JO du 6/10/17) a fait évoluer la réglementation nationale applicable aux ICPE afin de prendre en compte les changements réglementaires intervenus au niveau européen depuis le début des années 2000, et de rendre plus pertinentes les dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions et à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau tel qu'énoncé dans le plan micropolluants 2016-2021 (action n°4). A ce titre, il modifie une série d'arrêtés ministériels spécifiques à différents secteurs d'activités concernant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées (ICPE). Il intègre les exigences de la Directive cadre sur l'eau 2000/60/CE modifiée et révisé l'arrêté générique sur les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que sur les émissions des ICPE soumises à autorisation.

Ces nouvelles prescriptions entrent en vigueur le 1er janvier 2018. Les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté RSDE s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes et au 1er janvier 2018 pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018. Un Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau a été publié.

→ Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique

L'arrêté du 26 décembre 2017 (JO du 28/12/17) modifie l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif au calcul de la redevance due aux agences de l'eau par les industriels. Cet arrêté vise à simplifier à la fois la détermination du niveau de pollution et celui de la pollution évitée. Il modifie le calcul de la pollution théorique produite lorsque celle-ci est impossible à déterminer par le suivi régulier de l'ensemble des rejets. Pour l'estimation de la pollution évitée, la référence à l'indice de connaissance des rejets en milieu naturel est supprimée.

→ Dispositions diverses

Mesure de la qualité de l'eau (DBO5).

L'arrêté du 10 août 2017 (JO du 23/09/17) s'inscrit dans le cadre du dispositif « France Expérimentation » et précise les modalités d'expérimentation d'une méthode alternative pour évaluer la qualité de l'eau dans les stations d'épuration à travers la mesure de l'oxygène dissous extracellulaire (demande biochimique en oxygène - DBO5).

Pour qu'elle puisse faire ses preuves, l'expérimentation est lancée sur 4 grands bassins hydrographiques pendant une durée de 2 ans.

Modifications de l'arrêté du 21 juillet 2015.

L'arrêté du 24 août 2017 (JO du 23/09/17) introduit différentes modifications à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Ce texte comporte différentes dispositions dont :

- La suppression, lors de l'implantation des stations d'épuration, de l'obligation de respecter une distance minimale de cent mètres la séparant des habitations et des bâtiments recevant du public.
- Le cahier de vie et ses mises à jour ne devront plus être transmis mais tenus à la disposition du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau ou de l'office de l'eau, lorsque l'agglomération d'assainissement ou la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées est inférieure à 12 kg/j de DBO5.
- Lorsqu'une agglomération comporte plusieurs STEU, c'est la charge totale de pollution produite sur cette agglomération qui fixe les performances que doivent atteindre l'ensemble de ces STEU (et non plus la charge de pollution produite sur chacune des zones de collecte individuelles de ces STEU).

Equipements sous pression.

L'arrêté du 20 novembre 2017, publié le 2 décembre 2017, introduit une refonte globale de la réglementation entourant le suivi en service des équipements sous pression. L'objectif est de simplifier et d'harmoniser les règles applicables avec pour conséquence d'intégrer plus de souplesse plus de souplesse mais également des obligations renforcées dans les vérifications auxquelles sont soumis les équipements sous pression tout au long de leur cycle de vie. Les nouvelles dispositions introduites par cet arrêté prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018.

Assainissement, Biodiversité et Qualité des milieux

→ Loi Biodiversité

Zone prioritaires pour la biodiversité.

Le décret n° 2017-176 du 13 février 2017 porte sur les zones prioritaires pour la biodiversité. Il détermine les conditions dans lesquelles, lorsque l'évolution des habitats d'une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est de nature à compromettre le maintien dans un état de conservation favorable d'une population de cette espèce, l'autorité administrative peut mettre en place des zones prioritaires pour la biodiversité. Dans ces zones, les préfets pourront établir des programmes d'actions favorables à ces espèces et s'il en est besoin, rendre obligatoires certaines pratiques agricoles.

Données faune et Flore.

Depuis le 1er janvier 2018, les données d'inventaire faune et flore collectées sur les sites en propre ou pour le compte d'un client public ou privé doivent être obligatoirement reversées à l'Inventaire du Patrimoine Nature (IPN). Cette nouvelle obligation légale résulte de l'article 7 de la loi Biodiversité de 2016 (art. L 411-

1A du Code de l'environnement) qui précise qu'il s'agit des données brutes recueillies entre autres lors des études d'impact de certaines ICPE, IOTA et autres projets. Un téléservice public permettant la saisie ou le versement sécurisé à distance des données par le MTES est prévu courant février 2018.

Sites naturels de compensation.

Introduit par l'article 69 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, ce dispositif est codifié dans les articles L.163.1, L.163.3 et L.163.4 du code de l'environnement. Sans modifier les exigences et l'application de la séquence ERC (Eviter, Réduire et Compenser), ce dispositif complète le panel d'outils à disposition des maîtres d'ouvrages pour remplir leur obligation de compensation. Il vise notamment à répondre aux difficultés de mise en œuvre effective de la compensation liées à la disponibilité des terrains et à l'absence de cohérence géographique des mesures, qui révèle un réel besoin de planification territoriale.

Deux décrets sur les sites naturels de compensation :

- *Décret n° 2017-264 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : Ce texte définit les modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensation.
- *Décret n° 2017-265 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : ce texte définit les conditions d'obtention de l'agrément. Le contenu de l'agrément devra préciser le site concerné, les aménagements et leurs objectifs de compensation. Une fois obtenu, ledit agrément est valide pendant au moins trente ans. Il peut être modifié ou retiré si le site ne remplit plus les conditions pour lesquelles il a été délivré. L'arrêté du 10 avril 2017 fixe la composition du dossier de demande d'agrément d'un site naturel de compensation prévu à l'article D. 163-3 du code de l'environnement.

→ Zones vulnérables

L'arrêté du 27 avril 2017 complète la liste des productions agricoles déjà établies par les arrêtés du 11 octobre 2016 et du 19 décembre 2011 relatifs au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Les mesures de ce programme d'actions national visent à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole dans les zones classées comme vulnérables.

Par ailleurs, l'instruction DGPE/SDPE/2017-805 du 6 octobre 2017 précise que le réexamen, et le cas échéant, la révision des programmes d'action "nitrates" régionaux doit aboutir avant l'été 2018, de manière à les mettre en œuvre dans les zones vulnérables au 1er septembre 2018.

→ Substances prioritaires dans les milieux

La note technique du Ministère de l'Environnement en date du 19 septembre 2017 marque le lancement de la mise à jour des états des lieux du troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau. Cette note explique les points essentiels relatifs à la mise à jour des états des lieux de la directive cadre sur l'eau en 2019 et introduit le guide technique national d'accompagnement de ce travail.

Cette note est complétée par celle du 20 octobre 2017 qui porte plus spécifiquement sur la réalisation de l'inventaire des émissions de substances dangereuses dans le cadre de la mise à jour des états des lieux et de la rédaction des SDAGE pour le troisième cycle de la Directive cadre sur l'eau.

→ Surveillance des milieux aquatiques

En application de l'article 12 de l'arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'Environnement, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 11 février 2017 fixe les limites de quantification pour un ensemble de couples « paramètre-matrice ».

De même, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 1^{er} septembre 2017 fixe les méthodes des couples « élément de qualité biologique - méthode » ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

→ **Police de l'eau et contrôle**

Une note technique ministérielle du 22 août 2017 vise à conforter les modalités de coordination des services et des établissements publics en charge de missions de police de l'eau et de la nature à la suite la mise en place de l'Agence Française pour la Biodiversité le 1er janvier 2017.

→ **Action de groupe en matière environnementale**

L'action de groupe a vu son champ d'application élargi avec notamment la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle (loi dite « J 21 ») et son décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 qui a créé un socle commun procédural aux actions de groupes dites « sectorielles » tout en prévoyant une adaptation aux particularités de chaque dommage, notamment en matière d' « Environnement » qui est codifiée aux articles L 142-3-1 nouveau du code de l'environnement. Le décret d'application précité vient préciser la procédure applicable tant devant le juge judiciaire que devant le juge administratif. Il détermine également les conditions d'agrément des associations concernées autres que celles agréées pour la protection de l'environnement.

→ **Infractions et prescription pénale**

La circulaire du 28 février 2017 précise les dispositions de la loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale et harmonisant les délais de prescription.

La durée de la prescription de l'action publique est doublée pour les infractions de droit commun et le point de départ du délai de prescription reste le même : « à compter du jour où l'infraction a été commise ».

Un délai butoir a été introduit : un délit ou un crime occulte ou dissimulé ne peuvent être poursuivis respectivement plus de douze ans ou de trente ans à compter de leur commission (sauf intervention d'un acte interruptif de prescription). Un certain nombre d'actes de procédure ont l'effet d'interrompre le cours de la prescription (un nouveau délai commence à courir, en principe identique au premier) ce qui peut conduire à des délais extrêmement longs entre la commission de l'infraction et son jugement définitif. La réforme est entrée en vigueur le 1er mars 2017.

6.7. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Client (abonné) :

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus

desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « *Agenda 21* ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.8. Annexe 1 Curage

CURAGE 2017

| Jour | Mois | Secteur | Noms des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE (TV (m)) | | | DN (mm) | Encrassement (%) | Dérivation (L) | | Remarque | Déchets pompés (T) (station (m)+1,7T) |
|------|---------------------------|---|---|----------------------|-------------|-----|-----------------|----|-----|---------|------------------|----------------|---|----------|--|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 3 | janv | | Rue des Cailottes et Rue Plaines des Isles | 120 | | | | | | | | | Suite au débouchage du réseau | | |
| 10 | janv | | Rue du Clos | 50 | | | | | | | | | Suite au débouchage impossible du 3 Ruelle du Clos | | |
| 17 | janv | Secteur 4/5 | Rue de la Fraternité | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue de la Liberté | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Huttes | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue du Nil | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue Paul Armandot | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue Besan | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Contre allée du boulevard du 11 novembre | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Passage Soufflet | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue Hippolyte Ribière | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue du Château Gaillard | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue des Fortifications | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Frédéric Bertrand | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue de l'Égalité | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue des Hospitaliers | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Diderot | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Belle Pierre | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue du Capitaine Coignet | | | | | | | | | 1 | | | |
| 18 | janv | Secteur 4/5 | Rue Failot | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Régnier | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Place du Maréchal Leclerc | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Boucheries | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue du Puits des Dames | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Courtillière | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue de Brian | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue du Puits Guérin | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue d'Artilière | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Ambroise Chaix | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Haute Perrière | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue du Docteur Maire | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Matineau des Chesnoz | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Lacarne Ste Pallas | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue Nicolas Faure | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Allée du Panier Vert | | | | | | | | | 1 | | | |
| | 19 | | janv | Secteur 4/5 | Rue de Joie | | | | | | | | | 2 | |
| janv | | Rue Campau | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue du Saule | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Basse Perrière | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue des Ramparts | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Place St Mamert | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Marcolin Berthelot | | | | | | | | | | 2 | | | |
| janv | | Contre allée du boulevard Vaulabelle | | | | | | | | | | 3 | | | |
| janv | | Rue des Orgues | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Martineau des Chesnoz | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Pinard | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue des Bons Enfants | | | | | | | | | | 2 | | | |
| janv | | Place des Vénus | | | | | | | | | | 4 | | | |
| janv | | Rue Militaux | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Cadet Roussel | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue St Pélerin | | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | | Rue Girard | | | | | | | | | | 1 | | | |
| 20 | janv | Secteur 3/4/5 | Rue Philibert Roux | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue des Lombards | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Sous Murs | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Consuls | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue St Eusèbe | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue René Schaeffer | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Hippolyte Ribière | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue du 4 septembre 1870 | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue Michelet | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Savatier Laroche | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Notre Dame La Dhors | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Place St Etienne | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Place de la Préfecture | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Lombards | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Lebeuf | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue Philibert Roux | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue de Milan | | | | | | | | | 1 | | | |
| janv | Rue de Draperie | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue de l'Horloge | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue de la Tour Gaillarde | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Place de l'Hôtel de Ville | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue Fécauderie | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue d'Orhandette | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue Fourrier | | | | | | | | | 1 | | | | | |
| janv | Rue Germain Benard | | | | | | | | | 1 | | | | | |

| Ann | Mois | Secteur | Noms des rues | CURAGE PREVENTIF (ml) | | | CURAGE ITV (ml) | | | DN (mm) | Encrassement (%) | Dégradation (L) | | Remarque | Déchets pompés (T) (attention ! incl+1, T1) |
|-----|------|-----------------|--|-----------------------|-----|------|-----------------|-----|-----|---------|------------------|-----------------|-------------|--|--|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 24 | janv | | Place de la Gare St Amatre | 51 | | | | | | 200 | 40 | | | | |
| | janv | | Avenue de la Paisaye | 329 | | | | | | 200 | 40 | | | 0,5 | |
| | janv | | Rue du Grand Caire | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue de la Banque | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue Alexandre Marie | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue Victor Martin | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue du Lyoté Jacques Amiot | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue St Germain | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue de Notre Dame la d'Hors | | | | | | | | | 1 | | | |
| 24 | janv | Secteur 2 | Rue Michel Lepelletier de St Fargeau | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue du Nil | | | | | | | | | 2 | | | |
| | janv | | Rue Française | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue des Huttes | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Halleys | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Boulevard Vauban | | | | | | | | | 3 | | | |
| | janv | | Rue Faidherbe | | | | | | | | | 1 | | | |
| | janv | | Rue des Migraines | | | | | | | | | 2 | | | |
| 27 | janv | | Avenue Jean Monnet | | | | 380 | | | 200 | | | | 0,5 | |
| | janv | | Rue de Marango | | | | | 186 | | 400 | | | | 0,5 | |
| 30 | janv | | Avenue Jean Monnet | | | | 30 | | | 200 | | | | | |
| 31 | janv | | Rue du Bebéde | | | | 182 | 182 | | 200/400 | | | | 0,5 | |
| | janv | | Quai du Batardeau | | | | | | 148 | 200 | | | | | |
| 31 | janv | | Rue Marango | | | | | 10 | | 400 | | | | | |
| 1 | fév | | Rue St Martin les St Mariens | | 58 | | | | | | | | | Suite au débouchage | |
| | fév | | Parking du Atac | | | | | 151 | | 600/800 | | | | 2 | |
| | fév | | Allée du Paradis | | | | | 150 | | | | | | | |
| 2 | fév | | Chemin des Brichères | 190 | | | | | | | | | | | |
| | fév | | Rue Léo Ferret | 40 | | | | | | | | | | | |
| 2 | fév | | Rue Bebéde | | | | 67 | 110 | | 200/600 | 20 | | | 1 | |
| 3 | fév | Les Piodalouous | Place de l'île de France | | 10 | | | | | | | | | Suite au pompage/nettoyage des avaloirs | |
| 8 | fév | 5 | Place Robillard | 10 | | | | | | | | | | Suite au débouchage | |
| 15 | fév | 23 | Avenue Hoche | 15 | | | | | | | | | | Suite au débouchage | |
| 15 | fév | Face n°13 | Rue Etienne Dolel au carrefour Rue P.Gerhaut | 45 | | | | | | | | | | Suite au débouchage | |
| | fév | | Intérieur de La ZUP | | | | | | | | | 36 | | | |
| | fév | | Chemin de Bréandus | | | | | | | | | 1 | | | |
| | fév | | Avenue du Général Weygand | | | | | | | | | 4 | | | |
| | fév | | Boulevard Gattioni | | | | | | | | | 1 | | | |
| | fév | | Avenue Joffre | | | | | | | | | 4 | | | |
| | fév | | Allée Sarcouf | | | | | | | | | 1 | | | |
| | fév | | Rue J. Hart | | | | | | | | | 1 | | | |
| | fév | | Rue des Capucines | | | | | | | | | 1 | | | |
| 21 | fév | | Rue Louis Richard | | 10 | | | | | | | | | Curage du branchement avaloir obturé à 80% | |
| | fév | | Avenue Courbet | | | 266 | | | | 500 | | | | | |
| 27 | fév | | Avenue de Saint Georges | | | 235 | | | | 300/400 | | | | 2 | |
| 27 | fév | | Rue Louis Richard | | | 585 | | | | 200/400 | | | | 1 | |
| | fév | | Rue Montardoin | 110 | | 220 | | | | | | | | | |
| | fév | | Rue de Senons | | | 189 | | | | | | | | | |
| 28 | fév | | Rue des Vauboulois | | | 234 | | | | | | | | 0,5 | |
| | fév | | Rue d'Autric | | | 90 | | | | | | | | | |
| | fév | | Allée Voltaire | | | 100 | | | | | | | | | |
| 28 | fév | | Boulevard Lyautév | | | 265 | | | | | | | | 0,5 | |
| | mars | | Rue Jules Renard | | | 130 | | | | 10 | | | | | |
| | mars | | Rue Poincaré | | | 257 | | | | 10 | | | | | |
| | mars | | Rue des Bequillys | | | 200 | | | | 10 | | | | | |
| | mars | | Rue Sainte Geneviève | | | 95 | | | | 20 | | | | 0,5 | |
| | mars | | Rue Théodore de Bèze | | | 125 | | | | 10 | | | | | |
| | mars | | Avenue de St Georges | | | 170 | | | | 10 | | | | | |
| 8 | mars | | Route de Toucy | | 33 | | | | | 400 | 10 | | | Réseau rempli d'eau | |
| | mars | | Avenue Jean Mermor | 390 | | | | | | 200 | 30 | | | Réseau très sale (en cours) | |
| | mars | | Rue d'Autric | 95 | | | | | | 150 | 15 | | | | |
| 10 | mars | | Rue St André | 135 | | | | | | 150 | 10 | | | | |
| | mars | | Rue des Boutilliers | | | 127 | | | | 400 | 20 | | | | |
| 10 | mars | | Avenue Jean Mermor | 260 | | | | | | 200 | | | | | |
| | mars | | Rue des Frères Lumière | 180 | | | | | | 150/200 | | | | | |
| 13 | mars | | Rue Rouget de l'Isle + les antennes | | | 1010 | | | | 300/500 | 15 | | | En cours | |
| | mars | | Rue des Montardoins | | | 330 | | | | 400 | | | | 0,5 | |
| 13 | mars | | Rue Gaëlle Soleil | | | 123 | | | | 400 | | | | | |
| | mars | | Rue St Julien | | | 100 | | | | 400 | | | | | |
| | mars | | Rue Rouget de l'Isle | | | 200 | | | | 400 | | | | | |
| 14 | mars | | Rue Théodore de Bèze | | | 50 | | | | 400 | | | | | |
| | mars | | Rue du Docteur Roux | | | 165 | | | | 400 | | | | 0,5 | |
| | mars | | Avenue Pasteur | | | 100 | | | | 400 | | | | | |
| 14 | mars | | Rue des Montardoins | | | 119 | | | | 400 | | | | Arrêt au niveau de la chambre à sable | |
| | mars | | Avenue Jean Mermor (de Frachauf au Rd Point) | | 780 | | | | | 300/500 | | | | | |
| 16 | mars | | Rue Louis Renault | | 100 | | | | | 300 | | | | 0,5 | |
| | mars | | Rue du Moulin du Président | | 430 | | | | | 300/400 | | | | | |
| | mars | | Rue Louis Crochet | | 150 | | | | | 300 | | | | | |

| Jour | Mois | Secteur | Noms des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE ITV (m) | | | DN (mm) | Encrassement (%) | Dénivelé (L) | | Remarque | Déchets pompés (T) (severité 1=0-1,71) |
|-------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------|-----|-----|----------------|----|-----|---------|------------------|--------------|-------------|----------|---|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 17 | mars | | Rue de Bricoux | | 100 | | | | | 300 | | | | 0,7 | |
| | mars | | Rue Thomas Anceel | | 252 | | | | | 300/500 | | | | | |
| | mars | | Rue Champoulain | | 205 | | | | | | | | | | |
| 23 | mars | | Avenue Jean Mermoz | | 260 | | | | | 300/500 | | | | | |
| 27 | mars | | Rue de Preuilly | 150 | 100 | | | | | 150/400 | 40 | | | | |
| 28 | mars | | Avenue du 4ème Régiment | | | | | | | | | 5 | | | |
| | mars | | Avenue d'Infanterie | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Rue Doumont | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Rue du 8 mai 1945 | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Allée du 6 juin 1944 | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Rue de l'Argonne | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Rue de Gembloix | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Rue d'Iéna | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mars | | Rue de la Tour d'Auvergne | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Rue d'Edison | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Rue de Fleuras | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mars | | Rue des Rosoirs | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Allée Turenne | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Impasse Fleuras | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Allée Puget | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Allée Bourdele | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Boulevard Mangin | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mars | | Avenue du Général Rollet | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mars | | Rue Carpeaux | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mars | | Rue Gabriel | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Avenue Rodin | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | | Allée Fernand Py | | | | | | | | | 2 | | | | |
| mars | | Avenue François rade | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | | Chemin de Bréandès | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | | Allée Emile Bernard | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | | Allée Cousin | | | | | | | | | 1 | | | | |
| 29 | mars | | Rue de Preuilly | | 430 | | | | | 400 | 40 | | | | |
| mars | | Rue Jeanne d'Arc | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue de Valmy | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue Faidherbe | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue Keinnapes | | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue de la Tour d'Auvergne | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue Huguand | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Avenue Desfert Rochemau | | | | | | | | | | 5 | | | |
| mars | | Rue des Bousicats | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Avenue Foch | | | | | | | | | | 3 | | | |
| 29 | mars | | Rue Eugène Hatin | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue des Montardois | | | | | | | | | | 7 | | | |
| mars | | Rue des Piedaloues | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue St André | | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue d'Autric | | | | | | | | | | 4 | | | |
| mars | | Rue des Boutilliers | | | | | | | | | | 2 | | | |
| mars | | Rue St Julien | | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue des Vauboulons | | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue des Senons | | | | | | | | | | 1 | | | |
| mars | | Rue des Givoirs | | | | | | | | | | 2 | | | |
| 30 | mars | SAINT JULIEN | Rue de Bourgogne | | | | | | | | | | 4 | | |
| | mars | | Rue de la Noüe | | | | | | | | | | 3 | | |
| | mars | | Avenue des Carrières | | | | | | | | | | 4 | | |
| | mars | | Allée de Franche Comié | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue de Champagne | | | | | | | | | | 6 | | |
| | mars | | Rue d'Alsace | | | | | | | | | | 2 | | |
| | mars | | Allée de Lorraine | | | | | | | | | | 2 | | |
| | mars | | Impasse de la Noüe | | | | | | | | | | 2 | | |
| 31 | mars | SAINT JULIEN | Rue Basse Mocoquette | | | | | | | | | | 5 | | |
| | mars | | Rue Jules Moreau | | | | | | | | | | 3 | | |
| | mars | | Rue Gustave Coteau | | | | | | | | | | 2 | | |
| | mars | | Rue Emilie Lorin | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue Renand | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue Victor Claude | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Impasse du Clos | | | | | | | | | | 2 | | |
| | mars | | Rue du Clos | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue du Viaduc | | | | | | | | | | 6 | | |
| | mars | | Rue Rantheaume | | | | | | | | | | 4 | | |
| | mars | | Rue Darmes | | | | | | | | | | 5 | | |
| | mars | | Sentier de la Fontaine Ronde | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue Pierre Reckel | | | | | | | | | | 3 | | |
| | mars | | Allée de la Source | | | | | | | | | | 1 | | |
| | mars | | Rue du Clos de la Fontaine | | | | | | | | | | 4 | | |
| mars | Rue du Clos de Bouffaut | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | Allée Boursaudière | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | Rue du Moulin de Bouffaut | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | Allée de la Fontaine Saint Amâtre | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| mars | Rue Comtesse Mathilde | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| 6 | avril | | Avenue de la Tournelle | | 531 | | | | | 200 | | | | 1,28 | |
| 24 | avril | | Avenue Bronislav | | 175 | | | | | 200 | | | | 1 | |
| avril | | Rue Paul Henri Spaak | | 110 | | | | | | 200 | | | | | |

| Jour | Mois | Secteur | Noms des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE ITV (m) | | | DN (mm) | Encrassement (%) | Dérivation (U) | | Remarque | Déchets pompés (T) (attention 1m³=1,37T) | |
|-------|----------------------|--------------------|-------------------------------------|----------------------|------|-------|----------------|----|-----|---------|------------------|----------------|-------------|----------|---|---|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | | |
| 26 | avril | Les Boussicats | Boulevard Lafayette | | | | | | | | | 5 | | | | |
| avril | Rue des Bequillys | | | | | | | | | | | 2 | | | | |
| avril | Rue Théodore de Bèze | | | | | | | | | | | 7 | | | | |
| avril | Rue Poincaré | | | | | | | | | | | 3 | | | | |
| avril | Rue Jules Renard | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Rue Romain Rolland | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Allée Descartes | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Allée de Sévigné | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Boulevard Lyautéy | | | | | | | | | | | 6 | | | | |
| avril | Allée Lafontaine | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Allée Racine | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Rue Colette | | | | | | | | | | | 1 | | | | |
| avril | Chemin des Brichères | | | | | | | | | | | 3 | | | | |
| avril | Rue Rouget de l'Isle | | | | | | | | | | | 2 | | | | |
| avril | Rue des Cassoirs | | | | | | | | | | | 2 | | | | |
| avril | Rue des Mézanges | | | | | | | | | | | 3 | | | | |
| avril | Avenue Pasteur | | | | | | | | | | 10 | | | | | |
| 26 | avril | | Avenue du Général Weygand | | 80 | | | | | | | | | | | |
| avril | | | Place Corot | 51 | | | | | | | | | | | 1 | |
| avril | | | Place Degat | 80 | | | | | | | | | | | | |
| 26 | avril | | Avenue Bronistaw | 638 | 1075 | | | | | 200/600 | | | | | 3 | |
| | avril | | Rue Beunon | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée des Lesserrés | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Bézier | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Girou | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée Graffignot | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée des Presles | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Avenue de Chateaufort | | | | | | | | | 4 | | | | |
| | avril | | Rue Candorct | | | | | | | | | 2 | | | | |
| | avril | | Rue Buffon | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue des Grands Boivins | | | | | | | | | 2 | | | | |
| | avril | | Rue Ampère | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée Mariotte | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Monge | | | | | | | | | 3 | | | | |
| | avril | | Rue Arago | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Anatole France | | | | | | | | | 2 | | | | |
| | avril | | Allée du Clos Ratiiveau | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée Branté | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée Niepce | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée Duguere | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Restif de la Bretonne | | | | | | | | | 3 | | | | |
| | avril | | Allée Lavoisier | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée de Gay Lussac | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue Henry Joly | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Rue des Migraines | | | | | | | | | 2 | | | | |
| | avril | | Boulevard de Montois | | | | | | | | | 3 | | | | |
| | avril | | Allée de Beauvoir | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée du Foulon | | | | | | | | | 3 | | | | |
| | avril | | Allée de Barbienne | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée de Colémine | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | | Allée des Palmes | | | | | | | | | 1 | | | | |
| | avril | Sto Genoviève | Allée Cousin | | | 85,15 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Allée Emile Bernard | | | 84 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Avenue du Général Rollet | | | 357 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Avenue François rade | | | 111 | | | | | | | | | | 2 |
| | avril | | Rue de Carpeaux | | | 149 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Rue Gabriel | | | 241 | | | | | | | | | | |
| | avril | Allée Claude Monet | | | 35 | | | | | | | | | | | |
| | avril | | Allée Fernand Py | | | 125 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Avenue Rodin | | | 367 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Chemin de Bréandès | 137 | | | | | | | | | | | | |
| | avril | | Chemin de Bréandès | | | 132 | | | | | | | | | | |
| | avril | | Rue Henri Spaak | 110 | | | | | | | | | | | | |
| | avril | | Rue Henri Spaak | | 230 | | | | | | | | | | | |
| | avril | | Avenue Jean Monnet | 322 | | | | | | | | | | | | |
| | mai | Sto Marguarite | Place Achille Ribain | | | | 80 | | | | | | | | | |
| | mai | | Place Achille Ribain | | | | | | 25 | | | | | | | |
| | mai | | Rue Max Blondat | | | | | | 70 | | | | | | | |
| | mai | | Allée des Lesserrés | 17 | 19 | | | | | | | | | | | |
| | mai | | Rue Beunon | 37 | 43 | | | | | | | | | | | |
| | mai | | Rue Bezier | 50 | 50 | | | | | | | | | | | |
| 11 | mai | | Rue Rozanoff et Guynemer | | | | 242,2 | | | 200 | | | | | Demande de Cécile Th le 10/05 | |
| 19 | mai | Parking | Les Chainettes | | 90 | | | | | | | | | | Nettoyage des aquadains | |
| 22 | mai | N° au n°11 | Rue Louis Biériot | 100 | | | | | | 160 | | | | | Présence cailloux | |
| 22 | mai | St Siméon | Allée de la Colémine | 280 | 401 | | | | | 200/400 | 10 | | | | | |
| mai | | | Allée des Palmes | 262 | 382 | | | | | | 200/400 | 10 | | | | |
| 23 | mai | Les Clairions | Avenue Jean Monnet | | 434 | | | | | | | | | | | |
| mai | | | Avenue Robert Schuman | 510 | 545 | | | | | | | | | | | |
| 23 | mai | St Siméon | Allée Roncelin | 143 | 145 | | | | | 200/400 | 10 | | | | | |
| 23 | mai | | Allée de Bescherreau | 82 | 140 | | | | | | 200/400 | 10 | | | | |
| 24 | mai | Vars n°1020 | Rue de la Tour (Auxerre/St Georges) | 20 | | | | | | 200 | | | | | | |

| Jour | Mois | Sector | Nom des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE ITV (m) | | | DN (mm) | Encrassement (%) | Dénivellation (L) | | Remarque | Déchets pompés (T) (attention !m3=1,1T) |
|------|---------|------------------|--|----------------------|---------------------|-----|----------------|----|-----|---------|------------------|--|---|----------|--|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 24 | mai | St Siméon | Allée Heurtelise | 410 | 439 | | | | | 200/400 | 10 | | | | |
| | mai | | Allée de Barbienne | 210 | 186 | | | | | 200/400 | 10 | | | | |
| 26 | mai | Vaux | Impasse du Pressoir | | 10 | | | | | 200 | | | Suite au pompage des avaloirs (réseau bouché) | | |
| | mai | | Grande rue | | 5 | | | | | 200 | | | Suite au pompage des avaloirs (réseau bouché) | | |
| 26 | mai | Labordo | Rue du Cimetière | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue des Jonches | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue Belle Rose | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mai | | Chemin des Croisettes | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue de la Fontaine | | | | | | | | | 6 | | | |
| | mai | | Rue des Rouges Gorges | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Voie Communale | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue de Venoy | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Route de Fougères | | | | | | | | | 4 | | | |
| | mai | | Rue Cour Parent | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue Curly | | | | | | | | | 2 | | | |
| | mai | | Rue de la Marre | | | | | | | | | 1 | | | |
| | mai | | Rue Georges Mothère | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mai | | Rue des Fauvettes | | | | | | | | | 3 | | | |
| | mai | | Rue Colbert | | | | | | | | | 3 | | | |
| | 29 | | mai | La Zup | Rue Dumont Durville | | | | | | | | | 4 | |
| mai | | Rue Bougainville | | | | | | | | | | 4 | | | |
| 29 | mai | La Zup | Allée Paget | | 154,2 | | | | | | | | | | |
| | mai | | Allée Bourdelle | | 200 | | | | | | | | | | |
| | mai | | Boulevard Mangin | | 170 | | | | | | | | | | |
| | mai | | Avenue Weygand | | 120 | | | | | | | | | | |
| | mai | | Rue Géro, Rue du Clos et Rue Louis Richard | | 200 | | | | | 50 | | Curage à la demande de Stéphane (présence importante de graisse et de sable) | | | |
| 29 | mai | St Siméon | Allée de Beauvoir | 140 | 140 | | | | | | 10 | | | | |
| | mai | | Allée du Foulon | 600 | 340 | | | | | | 10 | | | | |
| 30 | mai | Sto Marguorite | Allée de Notre-ds | 74 | 43 | | | | | | | | | | |
| | mai | | Avenue de Chatenoy | 90 | | | | | | | | | | En cours | |
| 30 | mai | St Siméon | Allée du Foulon | | 506 | | | | | 400 | 10 | | | | |
| 1 | juin | La Zup | Avenue du Général Weygand | | | 406 | | | | | | | | 2 | |
| | juin | | Avenue Delacroix | | | 250 | | | | | | | | | |
| 2 | juin | Sto Marguorite | Avenue de Chatenoy | 160 | 160 | | | | | | | | | | |
| | juin | | Rue de la Patrière | 30,33 | 67,54 | | | | | | | | | 1 | |
| | juin | | Rue Girou | 52,89 | 35,02 | | | | | | | | | | |
| | juin | | Rue Bézier | 151,69 | 217,05 | | | | | | | | | | |
| 6 | juin | Sto Marguorite | Allée Bstlon | 35 | 53 | | | | | | | | | 0,5 | |
| | juin | | Allée Graffignot | 70 | 70 | | | | | | | | | | |
| | juin | | Avenue Chatenoy | 90 | 90 | | | | | | | | | | |
| 7 | juin | Rond Point | Les Chainettes | | 22,8 | | | | | 500 | | | | | |
| 7 | juin | Sto Marguorite | Avenue de Chatenoy | | 121 | | | | | | | | | | |
| | juin | | Allée des Presles | | 62 | | | | | | | | | | |
| 8 | juin | Los Champoulains | Avenue Gambetta | | | | | | | | | 3 | | | |
| 9 | juin | Face au n°6 | Labordo - Rue des Chaumes | | 30 | | | | | 200 | | | | | |
| 13 | juin | 4 | Rue des Fontenottes (Metallerie des Mignottes) | 100 | | | | | | 200 | | | Suite au débouchage du réseau + branchement | 0,5 | |
| 19 | juin | | Avenue de la Croix | | | | 100 | | | | | | Suite au débouchage du réseau | | |
| 26 | juin | Sto Marguorite | Route de Perriam | 150 | 169,44 | | | | | | | | | | |
| 30 | juin | | Rue Géro | 110 | | | | | | 160 | | | Curage des branchements en urgence demandé par mail | 0,5 | |
| 3 | juillet | | Rue Géro | 515 | | | | | | 200 | | | Curage du réseau EU neuf demandé par mail | 1 | |
| 4 | juillet | | Rue du Colonel Rozanoff | | | | | | | | | 5 | | | |
| 4 | juillet | | rue Gaynemer | | | | | | | | | 3 | | | |
| 4 | juillet | | rue Geremek | | | | | | | | | 4 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Paul Henri Spaak | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Robert Schuman | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Pierre et Marie Curie | | | | | | | | | 3 | | | |
| 4 | juillet | | rue des Lasérons | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Place Bel Air | | | | | | | | | 2 | | | |
| 4 | juillet | | Allée Surcouf | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue des Pervenches | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue des Bleuets | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Eugène Hatin | | | | | | | | | 2 | | | |
| 4 | juillet | | Rue des Boussicats | | | | | | | | | 3 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Baudin | | | | | | | | | 1 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Carnot | | | | | | | | | 2 | | | |
| 4 | juillet | | Rue Rampont | | | | | | | | | 1 | | | |
| 27 | juillet | Sto Marguorite | D31 | 100 | | | | | | | | | Pas fini | | |
| | juillet | | Allée Chantclair | 58 | | | | | | | | | Suite au débouchage du branchement car réseau très sale | | |
| 31 | juillet | | Rue de Peuilly | 55 | | | | | | T120 | | | Présence de beaucoup de sable | | |
| | juillet | Sto Marguorite | D31 | 285 | | | | | | 200/300 | | | | | |
| | juillet | Los Vauviers | Avenue de la Résistance | 135 | | | | | | 200 | | | | | |

| Jour | Mois | Sector | Nom des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE ITV (m) | | | DN (mm) | Encassement (%) | Dénivellation (U) | | Remarque | Déchets pompés (T) (abatage / m³) x 1,77 |
|------|------|-----------------------|--------------------------------------|----------------------|-----|-----|----------------|----|-----|----------|-----------------|-------------------|---|-------------------------|---|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 9 | août | | Rue de Preuilly | | | 120 | | | | 400-T120 | | | Canalisation traversante dans réseau (peu de passage occasionnant les débordements) | | |
| | août | | Rue Grot | | | 90 | | | | 400 | | | | | |
| 22 | août | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | août | | Rue de Chablis | 100 | | | | | | 200 | 20 | | 50ml amont 50ml aval suite au débouchage | | |
| 29 | août | 15/16 | Rue de l'Île de France | 80 | | | | | | | | | Suite au débouchage | | |
| | sept | | Allée Christophe Colomb | 105 | | | | | | 200 | | | | | |
| 1 | sept | | Allée de Gascogne | | 70 | | | | | | 300 | | | | |
| | sept | Los Bousicats | Avenue de Worms | | | | | | | | | 4 | | | |
| 4 | sept | Los Clairons | Avenue de la Fontaine Ste Marguerite | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Avenue Hausmann | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Avenue Hoche | | | | | | | | | 6 | | | |
| | sept | | Rue Bobillot | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Avenue Victor Hugo | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Rue Auguste Micheton | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Rue des Moreaux | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue du 14 juillet | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Avenue Foch | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Avenue Joffre | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Krüger | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue Etienne Doflet | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue du Port Gerbeau | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Simon Chenard | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Rue Thomas Ancel | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Rue Jules Guignier | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue St Martin les St Mariens | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue de Laborde | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Rue des Pès Coulons | | | | | | | | | 5 | | | |
| | sept | | Rue Camille Desmoulins | | | | | | | | | 1 | | | |
| 11 | sept | 14 au 16 | Place de l'Île de France | 50 | | | | | | | | | Présence de racines | | |
| | sept | | Avenue de la Résistance | 601 | | | | | | | | | | | |
| | sept | | Rue Charles de Foucault | 54 | | | | | | | | | | | |
| | sept | | Rue des Images | 237 | | | | | | | | | | | |
| | sept | | Rue du Commandant Lamy | 70 | | | | | | | | | | | |
| 12 | sept | | Rue de l'Alouette | 222 | | | | | | 200 | | | Caniveau devant portail n°23 raccordé aux EU | | |
| | sept | | Impasse des Clairières | 43 | | | | | | 200 | | | | | |
| | sept | | Rue Gabriel Brottier | 185 | | | | | | 200 | | | | | |
| | sept | | Rue du Général Sarraill | 155 | | | | | | 200 | | | | | |
| | sept | | Rue Max Quantin | | | | | | | | | 6 | EU et EP car DO | | |
| 14 | sept | | Place Achille Ribain | | | | | | | | | 2 | EU et EP car DO | | |
| | sept | | Quai du Batardeau | | | | | | | | | 4 | EU et EP car DO | | |
| | sept | | Quai de la République | | | | | | | | | 1 | | | |
| | sept | | Contre allée du boulevard Vaulabelle | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue de Preuilly | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue Bercier | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Rue de Laborde | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Charles Péguy | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Avenue Bourbotte | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue Héric | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Louis Crochet | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Thomas Ancel | | | | | | | | | 4 | | | |
| | sept | | Rue de Brichoux | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Avenue de la Résistance | | | | | | | | | 8 | | | |
| | sept | | Rue du Commandant Lamy | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue des Images | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Rue du Général Laperrine | | | | | | | | | 2 | | | |
| | sept | | Rue Ferdinand Lesseps | | | | | | | | | 3 | | | |
| | sept | | Rue du Général Sarraill | | | | | | | | | 3 | | | |
| | 15 | sept | Los Vauviers | Rue des Mignottes | 280 | | | | | | | | | Rue non finie en curage | 0,5 |
| sept | | | Rue des Vauviers | 145 | | | | | | | | | | | |
| 18 | sept | Los Vauviers | Rue des Mignottes | 265 | | | | | | 200 | 10 | | | | |
| | sept | | Rue Théodore Monod | 140 | | | | | | 200 | 10 | | | | |
| | sept | | Rue Dumont Darville | 300 | | | | | | 200 | 40 | | | | |
| | sept | | Rue de la Perouse | 50 | | | | | | 200 | 10 | | | | |
| 26 | sept | | Rue Magellan | 100 | | | | | | 200 | 30 | | | | |
| | sept | Los Vauviers | Rue Dumont Darville | 260 | | | | | | 160 | | | | | |
| | sept | | Rue Paul Emile Victor | 110 | | | | | | 200 | | | | | |
| 2 | oct | Los Vauviers | Rue Bougainville | 389 | | | | | | 200 | 10 | | | | |
| | oct | | Rue Ferdinand Lesseps | 244 | | | | | | 200 | 10 | | | | |
| 5 | oct | 4 | Rue de la Plaine St Germain | 100 | | | | | | 200 | 20 | | Suite au débouchage, curage 50ml amont et 50ml aval | 1 | |
| 12 | oct | Devant la garage Opel | Route de Vaflan | 50 | | | | | | | | | Curage amont et aval suite au débouchage | 5 | |
| 17 | oct | 10bis | Route de Vaflan | 30 | | | | | | | | | Curage suite au débouchage | | |
| | oct | | Rue du Dauphiné | | | | 136 | | | 200 | | | | | |
| 19 | oct | Los Piodallous | Rue du Lyonnais | | | | 82 | | | 200 | | | En cours | | |
| | oct | | Rue du Nivernais | | | | 227 | | | 200 | | | | | |

| Jour | Mois | Secteur | Noms des rues | CURAGE PREVENTIF (m) | | | CURAGE ITV (m) | | | DN (mm) | Encaissement (%) | Dénivellation (L) | | Remarque | Déchets pompés (T) (attention 1m3=1,1T) |
|------|------|----------------|--------------------------|----------------------|----|-----|----------------|----|-----|---------|------------------|-------------------|---|----------|--|
| | | | | EU | EP | UNI | EU | EP | UNI | | | curage | hors curage | | |
| 20 | oct | Las Piodallous | Boulevard des Pyrénées | | | | 147 | | | 200 | | | | | |
| | oct | | Rue de Touraine | | | | 214 | | | 200 | | | | | |
| 20 | oct | | Route de Vallan | 550 | | | | | | 200 | | | Suite au réseau qui se bouche régulièrement | 2 | |
| 23 | oct | Las Piodallous | Allée du Bourbonnais | | | | 374 | | | 200 | | | | | |
| | oct | | Boulevard des Pyrénées | | | | 63 | | | 200 | | | | | |
| | oct | | Allée du Bourbonnais | | | | 41 | | | 200 | | | | | |
| 25 | oct | Las Piodallous | Rue du Lyonnais | | | | 210 | | | 200 | | | | | |
| | oct | | Allée du Roussillon | | | | 50 | | | 200 | | | | | |
| 2 | nov | Las Piodallous | Rue d'Aquitaine | | | | 184 | | | 200 | | | | | |
| 2 | nov | 9 | Allée Heurbise | 40 | | | | | | 200 | | | Suite au débouchage, branchement de 50ml mais tête bloque à environ 40ml | 0,5 | |
| 3 | nov | Las Piodallous | Rue d'Aquitaine | | | | 341 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Allée de Corse | | | | 145 | | | 200 | | | | | |
| 28 | nov | Las Piodallous | Allée de l'Épitanade | | | | 104,5 | | | 160/200 | | | | | |
| | nov | | Place Esterel | | | | 63 | | | 160/200 | | | | | |
| 29 | nov | Las Piodallous | Rue de l'Orléanais | | | | 128,9 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Place de Normandie | | | | 119,8 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Rue du Béarn | | | | 113,9 | | | 200 | | | | | |
| 30 | nov | Las Piodallous | Rue d'Aquitaine | | | | 93,6 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Rue du Languedoc | | | | 93,8 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Rue du Béarn | | | | 88,2 | | | 200 | | | | | |
| | nov | | Allée du Morvan | | | | 71,6 | | | 200 | | | | | |
| 1 | déc | Las Piodallous | Rue de Picardie | | | | 171,5 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Allée d'Artois | | | | 215,5 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue d'Alsace | | | | 77,8 | | | 200 | | | | | |
| 4 | déc | Las Piodallous | Rue de Lyonnais | | | | 100,7 | | | 150 | | | | | |
| | déc | | Rue du Bourbonnais | | | | 82,6 | | | 150 | | | | | |
| | déc | | Rue de Berry | | | | 100 | | | 150 | | | | | |
| 5 | déc | Las Piodallous | Rue de Berry | | | | 71 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Place de l'Île de France | | | | 88,5 | | | | | | | | |
| | déc | | Allée du Jura | | | | 121,1 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue d'Alsace | | | | 195,5 | | | 200 | | | | | |
| 6 | déc | Las Piodallous | Allée du Poitou | | | | 174,5 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Allée du Limousin | | | | 231,7 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue d'Auvergne | | | | 192 | | | 200 | | | | | |
| 14 | déc | Las Piodallous | Allée de Guyenne | | | | 222 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue d'Aquitaine | | | | 215,8 | | | 200 | | | | | |
| 15 | déc | Vers H.Tube | Plaine des Isles | 200 | | | | | | | | | Environ 100ml de curé sur Monléau ! Réseau très sale avec beaucoup de racine dans les regards | | |
| 18 | déc | Las Piodallous | Allée du Limousin | | | | 224,6 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Allée du Maine | | | | 133,8 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue de Flandre | | | | 94,2 | | | 200 | | | | | |
| 20 | déc | Las Piodallous | Rue de Flandre | | | | 69,8 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Allée du Maine | | | | 175,9 | | | 200 | | | | | |
| | déc | | Rue d'Aquitaine | | | | 69,2 | | | 200 | | | | | |

6.9. Annexe 2 Opérations préventives

OPERATIONS CURATIVES 2017

| Jour | Mois | N° Rue | Noms des rues | EU (U) | | EP (U) | | | Unitaire (U) | | | Anomalie rencontrée |
|------|------|----------------|---|--------|------------|--------|------------|----------|--------------|------------|----------|---|
| | | | | Branch | Collecteur | Branch | Collecteur | Avaloirs | Branch | Collecteur | Avaloirs | |
| 3 | janv | Face n°3 | Rue de Preuilly | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane (RAS) |
| | janv | | Rue des Caillottes à l'Angle de la Rue Plaine des Isles | | 1 | | | | | | | A la demande de Stéphane (Graisse) |
| 3 | janv | | Quai de la République | | 1 | | | | | | | Collecteur avant DO |
| 4 | janv | 32 | Rue des Boucheries | 1 | | | | | | | | Présence de béton à 70% dans la boîte (béton retiré) |
| 11 | janv | 3 | Ruelle du Clos | 1 | | | | | | | | Dégorgement impossible car branchement en direct, impossible en passant par le regard, présence d'effluent important "rû" qui passe dans la galerie souterraine |
| | janv | 19 | Rue Milioux | | | | | 1 | | | | Présence importante de crépis au fond de l'avaloir |
| 11 | janv | 3 | Ruelle du Clos | 1 | | | | | | | | Dégorgement du branchement en passant en domaine privé |
| 18 | janv | 41 | Rue Darnus | 1 | | | | | | | | A la demande de Stéphane |
| 24 | janv | | Chemin des Brichères | | 1 | | | | | | | |
| 24 | janv | 47/51 | Avenue Pasteur | | | | | 3 | | | | Rempli de branches, avaloirs bouchés |
| 26 | janv | | Entre Rue J.Regnier et Rue Lacurne Ste Pallaye | | | | | 2 | | | | |
| 1 | fév | 5ter | Rue Victor Claude | 1 | | | | | | | | |
| | fév | | Rue St Martin les St Mariens | | | | 1 | | | | | |
| 2 | fév | 43 | Rue Pasteur | 1 | | | | | | | | |
| 3 | fév | | Place de l'Île de France | | | | | 1 | | | | |
| 8 | fév | 5 | Place Robillard | 1 | | | | | | | | |
| 15 | fév | 23 | Avenue Hoche | 1 | | | | | | | | Débouchage du siphon (présence d'une contre-pente) |
| 15 | fév | Face n°13 | Rue Etienne Dollet au carrefour Rue P.Gerbaut | | 1 | | | | | | | |
| 17 | fév | 19 | Rue de la Renardière | | | | | 1 | | | | Présence de ciment |
| | fév | 63 | Angle Rue Duquesne et Rue de la Turgotine | | | | | 1 | | | | Rempli de terre à 100% |
| 17 | fév | | Chemin de la Roche | | | | | 1 | | | | Rempli de racine |
| 20 | fév | Fossé | Rue de la Libération | | | | | 3 | | | | Avaloirs connectés au fossé, plein de terre à 70% |
| 21 | fév | | Rue Louis Richard | | | | | 2 | | | | Avaloirs bouchés dû aux travaux dans cette rue |
| 1 | mars | | Rue Gérôt | | | | | 2 | | | | Suite à la demande de Stéphane |
| 2 | mars | 74 | Rue St Pélerin | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| | mars | 95 | Rue du Pont | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| 3 | mars | | Angle Place St Manet et Martineau des Chenets | | | | | 1 | | | | |
| | mars | | Ruelle Kiehlmann | | | | | 1 | | | | |
| | mars | 44 | Avenue Haussman | | | | | 1 | | | | |
| 3 | mars | Face Exide | Avenue Jean Mermoz | | 1 | | | | | | | |
| 6 | mars | Step | Chemin de Halage | | 1 | | | | | | | |
| | mars | 8 | Rue Simon Chenard | 1 | 1 | | | | | | | Dégorgement du réseau et de la boîte EU |
| 7 | mars | Face Balneis | Rue de Preuilly | | | | | 2 | | | | A la demande de Stéphane |
| | mars | Face n°9 | Rue Max Blondat | | | | | 2 | | | | A la demande de Stéphane |
| 8 | mars | | Avenue du Maréchal Juin | | | | | 5 | | | | Suite au nettoyage |
| 9 | mars | | Carrefour Rue Française et P.Armandot | | | | | 3 | | | | A la demande de Stéphane |
| | mars | | Rue Germain Benard | | | | | 2 | | | | Avaloirs pleins à 100%, voir pour le curage du réseau |
| 10 | mars | Entre 16 et 18 | Rue des Moreaux | | | | | 1 | | | | Rempli de terre |
| 13 | mars | 67 | Rue Denfert Rochereau | | | | | 1 | | | | Avaloir cassé au fond |
| 14 | mars | | Rue Max Blondat | | | | | 1 | | | | Bouché par des racines |
| 15 | mars | | Boulevard de St Georges | | | | | 2 | | | | Bouchés par des racines |
| 16 | mars | 10 | Rue Etienne Dollet | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| 17 | mars | | Boulevard Davout | | 1 | | | | | | | Présence de Stéphane sur place |

| Jour | Mois | N° Rue | Noms des rues | EU (U) | | EP (U) | | | Unitaire (U) | | | Anomalie rencontrée |
|------|-------|----------------|---|--------|------------|--------|------------|----------|--------------|------------|----------|---|
| | | | | Branch | Collecteur | Branch | Collecteur | Avaloirs | Branch | Collecteur | Avaloirs | |
| | mars | | Angle Rue du Puits Guérin et Contre Allée Blv Vaulabelle | | | | | 2 | | | | |
| 23 | mars | Sous le porche | Entre Place St Pierre et Rue Joubert | | | | | 2 | | | | |
| | mars | Carrefour | Entre Rue Paul Bert et Rue Marie Noel | | | | | 3 | | | | |
| | mars | | Angle Rue de la Fraternité et Rue de la Liberté | | | | | 3 | | | | |
| 23 | mars | | Angle Rue Champoulain et Rue Ocrerie | 1 | | | | | | | | Exutoire non trouvé |
| 24 | mars | Vers Pub | Rue Camilles Desmoulins | | | | | 3 | | | | Remplis de canettes + bouteilles |
| 27 | mars | | Rue de Preuilly | | 1 | | | | | | | Vu avec Cécile |
| 28 | mars | | Angle Rue Victor Hugo et Rue Bobillot | | | | | 2 | | | | |
| 29 | mars | 8 | Rue Simon Chenard | 1 | | | | | | | | |
| 30 | mars | 25 | Rue des Boussicats | 1 | | | | | | | | Suspicion de cassure, prévoir passage caméra |
| 4 | avril | | Rue Aristid Briand | | | | | 1 | | | | |
| 4 | avril | 46bis | Avenue de la Tournelle | 1 | 1 | | | | | | | A la demande de Patrick sur place |
| 6 | avril | | Rue des Boucheries | | | | | 2 | | | | |
| 24 | avril | Jonches | 17 Rue Robert Rimbert (Face au portail) | | | | | 2 | | | | A la demande de Patrick |
| 26 | avril | 34 | Rue St Germain | | | | | 1 | | | | |
| 27 | avril | Jonches | 17 Rue Robert Rimbert (vers petit portillon) | | | | | 1 | | | | |
| 27 | avril | | Impasse Guinois | | | | | 1 | | | | |
| 4 | mai | | Place du Carré Saint Antoine | | | | | 3 | | | | Présence importante de graisse alimentaire |
| 5 | mai | 16 | Place Fernand clas | | | | | 1 | | | | |
| 15 | mai | 2 | Rue du 4 Septembre | 1 | | | | | | | | Suspicion de cassure, prévoir passage caméra |
| 18 | mai | | Rue du Grand Caire | | | | | 1 | | | | |
| 18 | mai | Face au bar | Rue du Docteur Marie | | | | | 2 | | | | A la demande de Patrick |
| 18 | mai | Face au n°10 | Rue du Docteur Marie | | | | | 3 | | | | A la demande de Patrick |
| 22 | mai | Face garage | Contre allée du Boulevard Vaulabelle | | | | | 2 | | | | A la demande de Stéphane |
| 22 | mai | 18 | Rue Fourier | 1 | | | | | | | | A la demande de Cécile |
| 22 | mai | n°1 au 11 | Rue Louis Bleriot | | 1 | | | | | | | Présence de cailloux |
| 22 | mai | | Rue des Mignottes | | | | | 2 | | | | Suite au nettoyage |
| 24 | mai | | Carrefour Place Charles Lepère et Rue Belle Pierre | | | | | 1 | | | | |
| 24 | mai | | Carrefour Rue de Paris et Rue du Grand Caire | | | | | 3 | | | | |
| 24 | mai | 1020 | Rue de la Tour (Auxerre/St Georges) | 1 | | | | 1 | | | | Présence de crépi - Mme Duprès sur place |
| 29 | mai | | Rue Gérot au carrefour Rue Louis Richard | | 1 | | | | | | | Présence importante de graisse et de sable |
| 3 | juin | 4 | Allée de l'esplanade | 1 | | | | | | | | Suite appel astreinte |
| 7 | juin | 9 | Allée d'Artois | | | | 1 | | | | | Déversement d'un caniveau grille à la demande de Stéphane |
| 9 | juin | Face au n°6 | Laborde - Rue des Chaumes | | | | 1 | | | | | |
| 12 | juin | 11 | Rue Jean Michel Dosnon | | | | | 1 | | | | Caniveau à grille |
| 13 | juin | 25 | Rue Philibert Roux | 1 | | | | | | | | A la demande de Stéphane |
| 13 | juin | 4 | Rue des Fontenottes | 1 | 1 | | | | | | | y compris nettoyage des EU situés sur le sol suite au débordement |
| 15 | juin | 11 | Allée Roncelin | 1 | | | | | | | | Avec Stéphane |
| 19 | juin | | Avenue de la Croix | | 1 | | | | | | | |

| Jour | Mois | N° Rue | Noms des rues | EU (U) | | EP (U) | | | Unitaire (U) | | | Anomalie rencontrée |
|------|---------|--------------------|---|--------|------------|--------|------------|----------|--------------|------------|----------|--|
| | | | | Branch | Collecteur | Branch | Collecteur | Avaloirs | Branch | Collecteur | Avaloirs | |
| 19 | juin | | Angle Rue des bons Enfants et Rue Joubert | | | | | 1 | | | | |
| | juin | 4 et 6 | Place des Cordeliers | 1 | | | | | | | | Débouché mais le bouchon était en domaine privé |
| 22 | juin | | Rue Savatier laroche | | | | | 1 | | | | Rempli de béton |
| 22 | juin | | Place du palais de Justice | | | | | 1 | | | | Rempli de canettes + bouteilles + toutounettes |
| 26 | juin | | Rue Jean Michel Dosnon | | | | | 1 | | | | Caniveau à grille |
| 30 | juin | | Rue Gérô | 24 | | | | | | | | Demande en urgence par mail, branchements sales suite aux travaux |
| 7 | juillet | Devant Eurodif | Place Charles Surugue | | | | | 1 | | | | Dégorgement d'un siphon de sol |
| 13 | juillet | | Rue des Pêcheurs | | | | | 1 | | | | Demandé par Stéphane |
| 13 | juillet | Face | Mairie d'Auxerre | | 1 | | | | | | | Nettoyage de la route piétonne car présence d'huile sur environ 10ml |
| 20 | juillet | 2ter | Rue des Bons Enfants | | | 1 | | | | | | Bouchon au fond à dévisser et présence de laitance |
| 25 | juillet | | Route de Paris | | | | | 3 | | | | Présence de racines et sorties bouchées |
| 27 | juillet | 8 | Allée Chanteclair | 1 | | | | | | | | A la demande de Patrick |
| 28 | juillet | 14 | Allée du Bourbonnais | 1 | | | | | | | | |
| 31 | juillet | | Rue de Preuilly | | 1 | | | | | | | Remise du bon écoulement de l'ovoïde |
| 2 | août | Face au n°6 | Rue Gambetta | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| | août | Devant Laverie | Rue de Sparre | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| 11 | août | 103 | Rue de Paris (Rue St Pélerin) | | | | | 1 | | | | |
| 22 | août | 2 | Rue Soufflot (coté droit) | | | | | 1 | | | | Celui de gauche inaccessible car voiture dessus |
| 22 | août | | Rue de Champagne | | | | | 1 | | | | |
| 25 | août | 2 | Rue Soufflot (coté gauche) | | | | | 1 | | | | Présence de bouteilles, pochettes plastiques et sacs |
| 25 | août | | Rue de Chablis | 1 | 1 | | | | | | | Boîte en contre-pente, voir pour éventuellement un passage caméra |
| 29 | août | 15/16 | Place de l'Île de France | | 1 | | | | | | | |
| 1 | sept | 31 et 34 | Rue Robert Rimbert | | | | | 2 | | | | Demandé par Patrick |
| 4 | sept | Face n°25 | Rue Hippolyte Ribière | | | | | 1 | | | | |
| 5 | sept | 3 | Avenue de la Tournelle | | | | | 1 | | | | Dégorgement et nettoyage d'un caniveau à grille |
| 11 | sept | 14 au 16 | Place de l'Île de France | | 1 | | | | | | | Présence de racines |
| 13 | sept | 42 | Avenue de la Tournelle | | | | | 1 | | | | Reste branchement Ø300 encore à 90% à déboucher avec un 26T car impossible avec le 4x4 |
| 15 | sept | 42 | Avenue de la Tournelle | | | 1 | | | | | | Dégorgement sur 7ml car obstrué à 100% Ø300 |
| 15 | sept | | Allée des Alouettes | | | | | 2 | | | | Dégorgement de 2 grilles |
| 15 | sept | Vers la crèche | Rue Kiehlmann | | | | | 1 | | | | A la demande de Patrick |
| 19 | sept | 19bis | Rue du Pont | | | | | 1 | | | | |
| 20 | sept | | Avenue V.Hugo au carrefour de la rue Bobillot | | | | | 2 | | | | |
| 20 | sept | 9 | Rue Gérô | | | | | 1 | | | | |
| 20 | sept | | Avenue Yver vers le stade Nautique | | | | | 3 | | | | |
| 29 | sept | 17 | Rue des Balletes | | | 1 | | | | | | Dégorgement d'un pied de gouttière en domaine public |
| 4 | oct | 3 | Allée de l'esplanade | 1 | | | | | | | | |
| 5 | oct | 4 | Rue de la Plaine St Germain | | 1 | | | | | | | Encrassement important par de la graisse, présence de gros blocs |
| 6 | oct | | Rue des Mesanges | | 1 | | | | | | | RAS lors de notre intervention |
| 6 | oct | | Place St Pierre | | | | | 5 | | | | |
| 10 | oct | | Chemin des Boussicats | | | | | 3 | | | | 2 avaloirs + 1 caniveau à grille encrassé à 50% |
| 12 | oct | Devant garage Opel | Route de Vallan | | 1 | | | | | | | Prévoir curage complet de la rue (présence de graisse + cailloux) |
| 12 | oct | 13 | Route de Paris | 1 | | | | | | | | Boîte avec beaucoup de racines |
| 13 | oct | | Place St Germain | | | | | | | 1 | | Demande de Stéphane mais réseau à l'abandon car regard condamné par du ciment (Vu avec Stéphane sur place) |

| Jour | Mois | N° Rue | Noms des rues | EU (U) | | EP (U) | | | Unitaire (U) | | | Anomalie rencontrée |
|------|------|-----------------|---|--------|------------|--------|------------|----------|--------------|------------|----------|---|
| | | | | Branch | Collecteur | Branch | Collecteur | Avaloirs | Branch | Collecteur | Avaloirs | |
| 16 | oct | | Angle Rue Lambaréné et Rue des Chaumonts | | | | | 2 | | | | |
| 17 | oct | | Avenue de St Georges | | | | | 2 | | | | Rempli de terre et de racines |
| 17 | oct | 10bis | Route de Vallan | | 1 | | | | | | | Présence de lingettes et de gravier |
| 20 | oct | Devant Stade | Rue de la Noue | | | | | 1 | | | | |
| 26 | oct | Face au 2 et 10 | Rue des Remparts | | | | | 2 | | | | |
| 26 | oct | 9 | Allée Heurtebise | 1 | | | | | | | | |
| 2 | nov | 22bis | Rue des Ballets | 1 | | | | | | | | Présence de lingettes et de sopalain |
| 2 | nov | 9 | Allée Heurtebise | 1 | | | | | | | | Stéphane présent sur place, branchement obstrué |
| 3 | nov | Vers Eiffage | ZI Plaines des Isles | 1 | | | | | | | | Retrait des racines sur 30cm d'épaisseur avec écoulement ok |
| 6 | nov | 88 | Rue du Pont | | | | | 1 | | | | A la demande de Patrick |
| 9 | nov | | Angle Rue Thomas Ancel et Avenue de la Tournelle | | | | | 1 | | | | |
| 24 | nov | 74 | Rue St Pelerin | 1 | | | | | | | | Avec Stéphane |
| 29 | nov | 47 | Rue des Pêcheurs | | | | | 1 | | | | |
| 30 | nov | | Angle Rue Gérô et Rue des Senons | | | | | 2 | | | | A la demande de Stéphane |
| 30 | nov | 44 | Avenue Haussman | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| 1 | déc | 27 | Rue Louis Richard | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane + faire la rue complète |
| 6 | déc | vers coiffeur | Place des Cordeliers | 1 | | | | | | | | A la demande de Stéphane |
| 7 | déc | 5 | Rue de Valmy | 1 | | | | | | | | A la demande de Stéphane |
| 8 | déc | face au n°30 | Rue du Clos / Rue Gérô | | 1 | | | | | | | A la demande de Stéphane |
| 11 | déc | Vers n°47 | Rue des Pêcheurs | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| | déc | | Rond Point de Paris | | | | | 1 | | | | |
| | déc | 14 | Rue Martineau des Chesnez | 1 | | | | | | | | |
| | déc | Face n°13 | Rue de Lorette | | | | | 1 | | | | Présence de racines |
| 12 | déc | 34 | Rue St Germain | | | | | 1 | | | | A la demande de Stéphane |
| | déc | 2 | Route de Vallan | | | | | 2 | | | | Nettoyage de 2 aquadrais |
| 13 | déc | 7 | Rue de Preuilly | | | | | 1 | | | | |
| | déc | 32 | Quai de la République | | | | | 1 | | | | |
| 15 | déc | Vers H-TUBE | Rue Plaines des Isles | | 1 | | | | | | | Présence de racine + réseau sale et aussi coté Monéteau ! |
| 15 | déc | | Angle Rue Germain Benard et Contre allée Vaulabelle | | | | | 1 | | | | |
| 26 | déc | 28 | Avenue Delattre de Tassigny | 1 | | | | | | | | A la demande de Damien Astreinte Sens - Présence de racines |
| 27 | déc | 41 | Avenue Hoche | 1 | | | | | | | | A la demande de Damien (nouveau) - Présence de racines |

6.10. Annexe 3 ITV

LISTE DES ITV 2017

| N° de Rapport | Adresse | Date de réalisation | Type de réseau | Diamètre | Longueur |
|---------------|-----------------------------------|---------------------|----------------|----------|----------|
| 1058 | Avenue Jean Monnet | 30/01/17 | EU | 200 | 302,8 |
| 1059 | Rue Marengo | 31/01/17 | EP | 200 | 189,1 |
| 1060 | Rue du Pont Biais | 31/01/17 | Unitaire | 700 | 269,2 |
| 1061 | Traversée Pujet/Verdun | 01/02/17 | Unitaire | 500 | 62,9 |
| 1062 | Allée du Belvédère | 01/02/17 | EU | 200 | 239,3 |
| 1063 | Allée du Belvédère | 01/02/17 | EP | 200 | 265,1 |
| 1064 | Rue Emile Lorin | 02/02/17 | Unitaire | 200 | 66,8 |
| 1065 | Traversée Blondot/Preuilly (ATAC) | 02/02/17 | Unitaire | 800 | 154,2 |
| 1066 | Quai du Batardeau | 08/03/17 | EU | 300 | 145,6 |
| 1067 | Place Achille Ribain | 10/05/17 | EU | 200 | 65,4 |
| 1068 | Colonel Rozanoff | 12/05/17 | EU | 200 | 229,4 |
| 1069 | Colonel Rozanoff | 12/05/17 | EP | 500 | 111,6 |
| 1070 | Boulevard des Pyrénées | 23/10/17 | EU | 200 | 144,4 |
| 1071 | Rue du Nivernais | 24/10/17 | EU | 250 | 175,7 |
| 1072 | Rue du Dauphiné | 25/10/17 | EU | 200 | 135,7 |
| 1073 | Allée du Bourbonnais | 26/10/17 | EU | 200 | 383,2 |
| 1074 | Allée du Paradis | 01/03/17 | EP | | 128,0 |
| 1075 | Rue d'Aquitaine | 15/12/17 | EU | | 441,8 |
| 1076 | Allée du Languedoc | 15/12/17 | EU | | 93,8 |
| 1077 | Allée du Béarn | 15/12/17 | EU | | 202,1 |
| 1078 | Allée de Guyenne | 15/12/17 | EU | | 222,0 |
| 1079 | Allée d'Auvergne | 15/12/17 | EU | | 192,0 |
| 1080 | Allée du Limousin | 15/12/17 | EU | | 456,3 |
| 1081 | Allée du Poitou | 15/12/17 | EU | | 174,5 |
| 1082 | Place de l'Île de France | 15/12/17 | EU | | 88,5 |
| 1083 | Allée du Berry | 15/12/17 | EU | | 221,0 |
| 1084 | Allée de l'Orléanais | 15/12/17 | EU | | 128,9 |
| 1085 | Allée du Maine | 15/12/17 | EU | | 310,7 |
| 1086 | Rue de Picardie | 15/12/17 | EU | | 174,5 |
| 1087 | Allée d'Artois | 15/12/17 | EU | | 215,5 |
| 1088 | Rue de Flandre | 15/12/17 | EU | | 164,0 |
| 1089 | Rue d'Alsace | 15/12/17 | EU | | 279,3 |
| 1090 | Allée du Morvan | 15/12/17 | EU | | 71,6 |
| 1091 | Allée du Jura | 15/12/17 | EU | | 121,1 |
| 1092 | Allée de l'Esplanade | 15/12/17 | EU | | 108,3 |
| 1093 | Place de l'Esterel | 15/12/17 | EU | | 61,2 |

| N° de Rapport | Adresse | Date de réalisation | Type de réseau | Diamètre | Longueur |
|----------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|
| 1094 | Allée de Normandie | 15/12/17 | EU | | 119,8 |
| 1095 | Rue du Lyonnais | 15/12/17 | EU | | 100,8 |
| 1096 | Rue des Boussicats | 15/12/17 | Unitaire | | 213,7 |

6.11. Annexe 4 Boite de branchements

BOITE DE BRANCHEMENT 2017

Suivi de création de boîte de branchement sur branchement existant EU

Ville d'AUXERRE

| Date de demande | Propriétaire | Adresse | Commentaire | Date de réalisation | Entreprise |
|-----------------|----------------------|---|--|---------------------|------------|
| 25/01/17 | demande DUPRE | 9 Rue Gabriel Bottier | pose d'une boîte de branchement | 16/02/17 | ROLLIN |
| | suite allo mairie | 4 Place Fernand Clas | pose d'une boîte de branchement | 28/03/17 | ROLLIN |
| 01/09/17 | | 15 Avenue Général Rollet | pose d'une boîte de branchement (+ 1 EP) | 15/12/17 | ROLLIN |
| 01/09/17 | | 3 Rue des Migraines | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 5 Rue des Migraines | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 9 Rue des Migraines | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| 01/09/17 | | 3 Rue Faidherbe | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 44 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 52 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 54 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 56 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 60 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 75 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | allée privé 71 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 69 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| | | 63BIS Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |

| Date de demande | Propriétaire | Adresse | Commentaire | Date de réalisation | Entreprise |
|-----------------|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------|---------------------|------------|
| | | 57 Rue Denfert Rochereau | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |
| 15/11/17 | suite mairie | allo 31 Rue Restif de la Bretonne | pose d'une boîte de branchement | 15/12/17 | ROLLIN |

Suivi de création de boîte de branchement sur branchement existant EP

Ville d'AUXERRE

| Date de demande | Propriétaire | Adresse | Commentaire | Date de réalisation | Entreprise |
|-----------------|--------------|-----------------------|--|---------------------|------------|
| | | Passage Didier Daurat | pose d'une boîte de branchement en limite de propriété | 16/10/17 | ROLLIN |
| | | Avenue Général Rollet | pose d'une boîte de branchement en limite de propriété | 15/12/17 | ROLLIN |

6.12. Annexe 5 Alarmes

LISTE DES ALARMES 2017

| Installation | Equipement | Total |
|---------------------|-----------------------------------|-------|
| BO_CHAINETTES | DEF_Alimentation_Sofrel | 1 |
| | DEF_Defaut_General_Automate | 1 |
| | DEF_Defaut_Pompe_2 | 1 |
| | DEF_Defaut_Vanne_DOD | 1 |
| | Def_General_Intrusion_Locaux | 3 |
| | DEF_Onduleur | 1 |
| | DEF_Seuil_Compact_Est_Tres_Haut | 1 |
| | DEF_Seuil_Compact_Ouest_Tres_Haut | 3 |
| | DEF_TRANSMISSION | 2 |
| PR_AUXERREXPO | DEF_TRANSMISSION | 25 |
| | EDF_Auxerrexpo | 4 |
| | EDF_RN6 | 4 |
| | Trop_Plein_Auxerrexpo | 1 |
| PR_BATARDEAU | Bache_Debordement | 4 |
| | DEF_TRANSMISSION | 1 |
| | Pompe_1_Thermique | 1 |
| | Pompe_2_Thermique | 1 |
| | PR_Defaut_secteur | 2 |
| PR_BOURDILLATS | Bache_Debordement | 1 |
| | DEF_TRANSMISSION | 5 |
| PR_CENTRE_NAUTIQUE | DEF_TRANSMISSION | 21 |
| | PR_Defaut_secteur | 1 |
| PR_CIGA | DEF_TRANSMISSION | 13 |
| PR_GORGES_ROUGES | DEF_TRANSMISSION | 22 |
| PR_ILE_AUX_PLAISIRS | DEBORD_ET_NTH | 11 |
| | Depassement_archivage_80_ | 5 |
| PR_JEAN_MOREAU | Controle_Pompe_3 | 1 |
| | DEF_TRANSMISSION | 2 |
| PR_LA_NOUE | Controle_Pompe_1 | 4 |
| | Controle_Pompe_2 | 5 |
| | DEF_TRANSMISSION | 6 |
| | Defaut_general_ppe | 1 |
| | Niveau_Trop_plein | 16 |
| | PR_Alimentation_PL | 1 |
| PR_LEON_SERPOLET | Controle_Pompe_1 | 1 |
| | DEF_TRANSMISSION | 7 |
| | Tension_sofrel | 1 |
| | Trop_plein_Bache | 2 |
| PR_OCRERIE | Bache_Debordement | 7 |
| | DEF_TRANSMISSION | 1 |
| | Pompe_1_Thermique | 1 |
| | Pompe_2_Thermique | 3 |

| | | |
|-----------------------|---------------------------|------------|
| PR_PIED_DE_RAT | DEBORD_ET_NTH | 3 |
| | Def_alim_secteur | 4 |
| | Def_interrogation_Lerne | 1 |
| | Depassement_archivage_80_ | 1 |
| PR_RN6 | Bache_Debordement | 1 |
| | Def_interrogation_Lerne | 2 |
| | Pompe_1_Thermique | 3 |
| | PR_Alimentation_PL | 1 |
| | PR_Defaut_secteur | 1 |
| PR_SOUGERES | Depassement_archivage_80_ | 5 |
| Total général | | 217 |

6.13. Annexe 6 Incidents

FICHES INCIDENT 2017

| Date | Adresse | Motif | Commentaire |
|----------|-----------------------|---|--|
| 01/03/17 | réseau | branchement rue de Valmy en siphon | |
| 21/03/17 | PR jean Moreau | renouvellement de la pompe 2 | |
| 22/03/17 | DO C' | réparation chambre | |
| 22/03/17 | réseau | branchement Kiloutou Avenue Jean Mermoz | |
| 22/03/17 | DO C | intrusion (déboulonnage du caillebottis) | |
| 02/05/17 | RN6 | raccordement "sauvage" sur armoire électrique | |
| 10/05/17 | Bassin d'orage | barrière de protection des plaques cassées | |
| 10/05/17 | PR le noue | stationnement forain sur plaque PR | |
| 10/06/17 | PR Rozzanoff | clapet anti-retour arraché | |
| 13/06/17 | PR RN 6 | refoulement canalisation percée | prévoir renouvellement des canalisations |
| 12/07/17 | bassin des chainettes | vol clefs | |
| 04/09/17 | PR OCRERIE | canalisation de refoulement bouchée dans le coude | désobstruction faite |
| 20/09/17 | Collecteur de rive | présence de béton dans collecteur | injection faite par SADE lors de l'opération d'étanchéité suite découpe micropieux |

6.14. Annexe 7 sous produits de curage



Suivi des sous-Produits de curage 2017

| | Nombre de dépotage | Total (en tonne) par site de dépotage |
|-------------------------------------|--------------------|--|
| SIETEUA | 38 | 299,04 |
| Aire de Paillage - Brienon | 15 | 99,7 |
| SMF ORMOY | 0 | 0 |
| Vert Compost 89 (ST CYR LES COLONS) | 0 | 0 |
| TOTAL | 53 | 398,74 |

| N° OT | Date | Nature du déchet | Provenance | Quantité | | Centre de traitement | Commentaire |
|-------------|----------|------------------|---------------|----------|---|--------------------------|-------------------------|
| | | | | | | | |
| 5571067 | 17/01/17 | sables | | 8,16 | T | SIETEUA | |
| 5571067 | 26/01/17 | sables | avaloirs | 5 | T | Aire de Paillage Brienon | |
| 557106704 | 03/01/17 | boues | PR | 5,41 | T | SIETEUA | |
| 557106707 | 06/01/17 | boues | PR | 6,84 | T | SIETEUA | |
| 557106711/1 | 09/01/17 | boues | Séparateur HC | 6 | T | Aire de Paillage Brienon | eaux hydrocarburées non |
| 557106712/1 | 10/01/17 | boues | Séparateur HC | 6 | T | Aire de Paillage Brienon | eaux hydrocarburées non |
| 5578568 | 28/02/17 | sables | | 8,8 | T | SIETEUA | |
| 58005 | 03/02/17 | boues | PR | 7,1 | T | SIETEUA | |
| 5578545431 | 07/02/17 | boues | PR | 6,08 | T | SIETEUA | |
| 5578656-1 | 03/02/17 | sables | réseau | 2,7 | T | Aire de Paillage Brienon | |
| 558183202/1 | 02/03/17 | boues | PR | 9,34 | T | SIETEUA | |
| 55812224/1 | 02/03/17 | boues | PR | 7,32 | T | SIETEUA | |
| | 03/03/17 | boues | BO Chainettes | 8,12 | T | SIETEUA | |
| 558152233/1 | 28/03/17 | sables | réseau | 8,8 | T | SIETEUA | |
| | 04/04/17 | boues | PR | 7,52 | T | SIETEUA | |
| | 24/04/17 | sables | avaloirs | 10,28 | T | SIETEUA | |
| | 04/05/17 | boues | PR | 6,94 | T | SIETEUA | |
| | 09/05/17 | sables | BO Chainettes | 5,4 | T | SIETEUA | |
| | 10/05/17 | sables | BO Chainettes | 8,25 | T | SIETEUA | |

| | | | | | | | |
|-------------|----------|--------|-----------------|------|---|-----------------------------|---------|
| | 12/05/17 | sables | chambre à sable | 3 | T | Aire Paillage Brienon | de - |
| | 24/05/17 | sables | réseau | 8,88 | T | SIETEUA | |
| 559852805/1 | 06/06/17 | sables | PR | 6,9 | T | SIETEUA | |
| 559852809 | 07/06/17 | boues | PR | 6,22 | T | SIETEUA | |

| N° OT | Date | Nature du déchet | Provenance | Quantité | | Centre de traitement | Commentaire |
|-------------|----------|------------------|-------------------|----------|---|----------------------------|---------------------|
| 559852810/1 | 08/06/17 | boues | PR+ BO Chainettes | 8,28 | T | SIETEUA | |
| 560224402/1 | 05/07/17 | boues | PR | 5,96 | T | SIETEUA | |
| 5602244/4/1 | 28/07/17 | boues | PR | 8 | T | Aire de Paillage Brienon - | SIETEUA fermé à 16h |
| 560818203 | 09/08/17 | sables | dessableur | 9,42 | T | SIETEUA | |
| 560818207/1 | 22/08/17 | boues | PR | 7,66 | T | SIETEUA | |
| 560818201/1 | 23/08/17 | boues | PR | 6,44 | T | SIETEUA | |
| 561148614 | 20/09/17 | boues | PR | 6,1 | T | SIETEUA | |
| 561148612/1 | 19/09/17 | boues | PR | 6,72 | T | SIETEUA | |
| 5611486/1 | 01/09/17 | sables | avaloir | 7,8 | T | SIETEUA | |
| 56145110 | 09/10/17 | sables | BO Chainettes | 8,2 | T | SIETEUA | |
| 561451108/1 | 10/10/17 | sables | BO Chainettes | 8,72 | T | SIETEUA | |
| 561451110/1 | 11/10/17 | boues | BO Chainettes | 7,7 | T | SIETEUA | |
| 561451116/1 | 17/10/17 | boues | PR | 5,52 | T | SIETEUA | |
| 5614511 | 20/10/17 | sables | avaloir | 9,6 | T | SIETEUA | |
| 561451126/1 | 24/10/17 | sables | chambre à sable | 8 | T | Aire de Paillage Brienon - | SIETEUA en panne |
| 561451124/1 | 24/10/17 | boues | PR | 6 | T | Aire de Paillage Brienon - | SIETEUA en panne |
| 561451128/1 | 25/10/17 | sables | chambre à sable | 6 | T | Aire de Paillage Brienon - | SIETEUA en panne |
| 561451130/1 | 26/10/17 | sables | chambre à sable | 8 | T | Aire de Paillage Brienon - | SIETEUA en panne |
| 561851501/1 | 02/11/17 | boues | PR | 7 | T | SIETEUA | |
| 561851504/1 | 03/11/17 | boues | PR | 6,32 | T | SIETEUA | |
| 5618515/1 | 07/11/17 | sables | avaloir | 9,2 | T | SIETEUA | |
| 5620044 | 04/12/17 | sables | chambre à sable | 12,7 | T | SIETEUA | |
| 562004406 | 07/12/17 | sables | chambre à sable | 9,64 | T | SIETEUA | |
| 562004416/1 | 12/12/17 | boues | PR | 8 | T | Aire de Paillage Brienon - | |
| 562004417 | 13/12/17 | boues | PR | 7 | T | Aire de Paillage Brienon - | |
| 562004427/1 | 19/12/17 | sables | chambre à sable | 10 | T | Aire de Paillage Brienon - | |
| 562004428/1 | 20/12/17 | sables | chambre à sable | 10 | T | Aire de Paillage Brienon - | |
| 562004414 | 11/12/17 | sables | chambre à sable | 6 | T | Aire de Paillage Brienon - | |
| 5620044 | 15/12/17 | sables | avaloirs | 10,04 | T | SIETEUA | |

6.15. Annexe 8 tableau de bord



AUXERRE

Suivi de la délégation de service public Tableau de Bord Mensuel

Décembre 2017

| Prestations | | | | | | |
|---------------------------------|--------|--------------|-----------------|------------------|---|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | Détail des données consultables dans le portail technique Veolia dans le dossier: | Cumul 2015 |
| curage préventif | | | | | | |
| réseau unitaire | 0 ml | 8 881 ml | 7 000 ml | 127% | | 5 181 ml |
| réseau séparatif eaux usées | 200 ml | 14 706 ml | 15 000 ml | 98% | | 17 989 ml |
| réseau séparatif eaux pluviales | 0 ml | 9 319 ml | 8 000 ml | 116% | | 6 341 ml |
| Chambres à Sables | 12 | 19 | 18 | 106% | | 19 |
| Avaloirs | | | | | | 0 |
| centre ville | 46 | 874 | 36*23 | 106% | | 805 |
| hors centre ville | 122 | 4610 | 5102 | 90% | | 5 075 |
| curage des séparateurs | 0 | 5 | 1*5 | 100% | 31.2 Suivi curage | 5 |
| Curage des bassins pluviaux | 0 | 5 | 2*? | | | 7 |
| Entretien poste de relevement | 8 | 80 | 79 | 101% | | 79 |
| Entretien DO | | | | | | 0 |
| Supérieur à 2 000 EH | 0 | 0 | 12 *2 | 0% | | 26 |
| Inférieur à 2 000 EH | 0 | 1 | 1 *19 | 5% | | 18 |
| Curage Bassin d'orage | | | | | | 0 |
| Bassin de la chainette | 1 | 15 | 12 | 125% | | 11 |
| autre | 0 | 0 | 5 | 0% | | 3 |
| Inspections Visuelles | 0 | 0 | | | | 0 |
| campagnes nocturnes | 0 | 0 | 2 | 0% | | 1 |
| Inspections télévisées | 4060 | 7 230 ml | 7 000 ml | 103% | 31.5 Inspections télévisées | 7 461 |
| Bilans débit- Pollution | 0 | 0 | 2 | 0% | | 1 |
| Test à la fumée | 0 | 0 | | | | 0 |
| test au Colorant | 0 | 0 | | | | 0 |

| Bilan des Campagnes de Dératisation | | | | | | |
|-------------------------------------|------|--------------|-----------------|------------------|-------------------|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| Nb de regard | 0 | 640 | | | 31.2 Suivi Curage | 569 |

| Bilan des Enquetes de controles de Conformités des Branchements | | | | | | |
|---|------|--------------|-----------------|------------------|-----------------------------|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| vente | 43 | 651 | 1000 | 80% | 24.2 Enquetes de conformité | 305 |
| campagne | 17 | 152 | | | | 449 |

| Nombre de réparation effectuée | | | | | | |
|--------------------------------|------|--------------|-----------------|------------------|----------------------|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| canalisation | 0 | 0 | | | | 3 |
| branchement | 0 | 5 | | | | 3 |
| regard | 3 | 16 | | | 37 Suivi des travaux | 29 |
| Travaux réalisés (Brt Neuf) | 1 | 12 | | | | 15 |

| Nombre de boites de branchement Créées | | | | | | |
|--|------|--------------|-----------------|------------------|----------------------|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| Eaux Usées | 17 | 19 | 20 | 95% | 37 suivi des travaux | 15 |
| Eaux Pluviales | 1 | 2 | 10 | 20% | | 0 |

| Renouvellement | | | | | | |
|----------------|------|--------------|-----------------|------------------|------------------------------|-------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| budget utilisé | | | 28 845,94 € | 0 | 38 Travaux de renouvellement | 25 844,24 € |

| Données Relatives à l'exploitation | | | | | | |
|------------------------------------|-------|--------------|-----------------|------------------|-----------------------------------|------------|
| | mois | cumul annuel | objectif annuel | % de réalisation | | Cumul 2015 |
| Sous produit | 73,38 | 399 | | | 31.8 Evacuation des sous produits | 524 |
| Réclamation | 17 | 156 | | | Allo mairie | 220 |
| dont intervention curage | 17 | 215 | | | 31.2 Suivi curage | 167 |
| fiche incident | 0 | 13 | | | Fiches incident | 6 |

6.16. Annexe 9 Contrôle de conformité

Contrôle de conformité

| | Contrôles réalisés | | | Non conforme |
|-----------------------|--------------------|------------|------------|--------------|
| | Vente | Campagne | Total | |
| janv-17 | 41 | 6 | 47 | 6 |
| févr-17 | 39 | 24 | 63 | 12 |
| mars-17 | 68 | 29 | 97 | 13 |
| avr-17 | 53 | 16 | 69 | 11 |
| mai-17 | 65 | 3 | 68 | 10 |
| juin-17 | 68 | 14 | 82 | 8 |
| juil-17 | 54 | 3 | 57 | 5 |
| août-17 | 61 | 13 | 74 | 11 |
| sept-17 | 48 | 9 | 57 | 13 |
| oct-17 | 55 | 7 | 62 | 13 |
| nov-17 | 56 | 12 | 68 | 4 |
| déc-17 | 43 | 17 | 60 | 10 |
| TOTAL 2017 | 651 | 153 | 804 | 116 |

6.17. Attestations d'assurances

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :
Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue La Boétie
75008 PARIS

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **2016/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefèbvre 75426 Paris Cedex 09, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er janvier 2018** jusqu'au **31 décembre 2018**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 10/01/2018

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE** Succursale en France située 1 Cours Michelet CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex – France, certifions par la présente que la société :

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21 rue la Boétie
75008 Paris

agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et notamment de :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre Compagnie par un contrat d'assurance de Risques Environnementaux **N°FRL002185-18** couvrant les conséquences pécuniaires de sa Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement, lorsque les dommages résultent d'Atteintes à l'Environnement consécutifs à des faits fortuits prenant naissance sur les sites lui appartenant ou qu'il exploite et résultant des activités assurées.

La garantie s'exerce dans le respect de la législation locale, et à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues :

10.000.000 EUR par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Cette attestation est valable du **01/01/2018** au **31/12/2018 inclus**.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 24 novembre 2017

Pour la Compagnie



Attestation d'Assurance

Nous, soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE, Succursale en France**, situé 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, certifions par la présente que la Société :

VEOLIA ENVIRONNEMENT

21 rue La Boétie
75008 Paris

agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, et notamment de :

VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALES DES EAUX

21 rue La Boétie
75008 Paris

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218418** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités en raison de dommages causés aux tiers.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) 10 000 000 EUR par sinistre

Responsabilité Civile Après-Livraison / Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) 10 000 000 EUR par sinistre
et par année d'assurance

Période d'assurance du 01/01/2018 au 31/12/2018 inclus.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 14 novembre 2017
Pour la Compagnie





Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.000/ 2 83890
N°SIREN : 572 025 526

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion

SMA SA Grands Comptes et International
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00 / Fax: 01.40.59.70.57

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE
DES EAUX**
21, rue La Boétie
75008 PARIS

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2018
Valable à compter du 01/01/2018 jusqu'au 31/12/2018

La SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA à effet du 01/01/2017 pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- ▪ Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC , d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrierie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtag.com





Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
 - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
 - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
 - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
 - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
 - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

| Nature des garanties | Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés |
|---|--|
| Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances. | Marché d'entreprise : 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT |
| | Sauf marché relatif à : |
| | - construction d'éoliennes : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - réseaux de chaleur : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - cuves et réservoirs : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | - installations photovoltaïques : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| Garantie dommages en répercussion | - réseaux enterrés : 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |
| | Tous marchés confondus : 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an |

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager la SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris le 19/01/2018

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° ASSURE : F18746E
N° CONTRAT : 13510001/ 002 85834
N° SIREN : 572 025 526

Pour tout renseignement contacter :
SMA SA Grands Comptes et International
8 rue Louis Armand CS 71201
75738 Paris Cedex 15
Tél. : 01.40.59.70.00
Fax : 01.40.59.70.57

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2018 au 31/12/2018

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 13510001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
 - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
 - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
 - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ..)
 - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
 - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
 - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravèlement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
 - MOE de désamiantage
 - Maîtrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWC)
 - Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
 - Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
- travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾⁽³⁾, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾⁽³⁾,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

| Nature de la garantie | Montant des garanties |
|---|--|
| <p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p> | <p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> |
| | <p>Hors Habitation:</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p> |
| | <p>En présence d'un CCRD:</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p> |
| Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables | <p>Marché d'entreprise</p> <p>1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p> |
| | <p>Marché de maîtrise d'œuvre</p> <p>350 000 € épuisable par année d'assurance</p> |
| <p>Durée et maintien des garanties :</p> <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p> | |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS

Le 22/12/2017

Le Directeur général
Par Délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Ressourcer le monde